

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

# le monde libertaire

## ¡No Raffarán!

Je pense qu'ils essaient  
de me dire quelque  
chose...



Le mouvement social  
s'amplifie, les instances  
dirigeantes restent sourdes

Justice: la corde sécuritaire  
se resserre davantage  
autour de nos libertés

Répondre au capitalisme  
par la grève générale et  
la gestion directe



Fop 2520

M 02137 - 1323 - F: 2,00 €



2€

0026-9433

« Ce qu'on peut et ce qu'on doit faire par la force, c'est l'expropriation des capitalistes et la mise à disposition de tous les moyens de production et de toute la richesse sociale, ainsi, bien sûr, que la destruction du pouvoir politique qui est là pour défendre la propriété. » Errico Malatesta, Umanità Nova, 13 mars 1920

hebdo n° 1323

du 5 au 11 juin 2003

# Sommaire

Perspectives du **mouvement social** après le 27 mai, par Daniel, page 4

Toujours plus loin dans la **folie répressive**, par P. Schindler, page 5

Communiqué concernant les **centres fermés**, page 5

Le foutage de gueule **raffarinien** hérisse le poil d'É. Gava, page 6

**Syndicalisme**: il faut tout reprendre à zéro, par J.-P. Germain, page 7

**Public Privé**: y'a-bon main-d'œuvre, y'a-bon contrôle social!, par Guy et Justhom, page 8

Acharnement répressif des **immigrés** dans « leurs foyers », par P. Schindler, page 9

Le **baron Ernest** a tout faux en matière de calculs, par G. Hénocque, page 9

Parcours difficile pour **l'écolier** Thomas avec la décentralisation, page 10

**Grève** en milieu rural et maritime; la mer monte, le ton aussi, par Thyde Rosell, page 10

Contre la **décentralisation**, l'appel d'un cénéteste à la grève générale, page 11

Gérons nous-mêmes les **services publics**, par Nicolas, page 11

Bâtir des échanges égalitaires dans le partenariat **Nord-Sud**, par Thyde, page 12

Sombre bilan répressif pour les militants du **Québec**, par F. Dupuis-Déri, page 14

Comment soutenir les **Brukman d'Argentine**, page 15

W. Rosell nous le rapporte: Les **anars québécois** ont la pêche!, page 16

Histoire des premiers rapports du **féminisme** avec **l'anarchisme**, par Céline, page 18

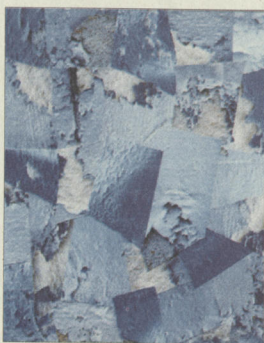
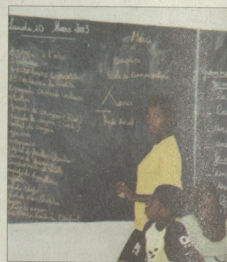
Ph. Coutant présente les **Refuzniks israéliens**, page 20

Cinquante-six pages livrées par **Oiseau-tempête**, page 21

Une fois n'est pas coutume, Amikar, **lectrice du ML**, nous écrit, page 21

**Agenda**, page 22

**Radio libertaire**, tournée de **La Tordue**, et **festival Pride Off**, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais  
Commission paritaire n° 0906 I 80740  
Imprimerie EDRB (Paris)  
Dépot légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - EDRB  
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé  
sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro:  
droits réservés.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

| Tarifs<br>(hors série inclus) | France *<br>(* DOM TOM) | Sous pli fermé *<br>France | Étranger ** |
|-------------------------------|-------------------------|----------------------------|-------------|
| 3 mois 13 n <sup>os</sup>     | ○ 20 €                  | ○ 32 €                     | ○ 27 €      |
| 6 mois 25 n <sup>os</sup>     | ○ 38 €                  | ○ 61 €                     | ○ 46 €      |
| 1 an 45 n <sup>os</sup>       | ○ 61 €                  | ○ 99 €                     | ○ 77 €      |
| Abonnement de soutien         | ○ 76 €                  |                            |             |

\* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)  
\*\* les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

**2 abonnez-vous !**

Le Monde libertaire, du 5 au 11 juin 2003



« NOUS NE SOMMES pas sur le même trottoir que les mouvements sociaux, mais nous marchons dans la même rue... », déclarait le dirigeant du PS à Porto Alegre. Hé non, garçon! C'est bien là que réside ton souci. Vous, les politiques, tour à tour démagogues et bonimenteurs, une fois au pouvoir vous servez les intérêts d'une minorité de profiteurs au mépris d'une population prétendument représentée par votre mandat électif. Vous ne serez jamais de ce monde. Le nôtre. Celui qui respire la plus-value se fait exploiter avec la crainte de perdre son emploi, son toit, ou de ne plus pouvoir bêtement rembourser des crédits destinés à payer tous ces machins qu'on ne choisit même pas de fabriquer, et engraisse un peu plus le capital. Peur également de la trique, de la camisole chimique ou de la prison offerte aux récalcitrants, insoumis et délinquants sociaux. Alors, la rue, quand vous l'empruntez, ce n'est jamais dans nos quartiers, ou alors vous êtes pas fiers et escortés. On se rappelle des crachats de jeunes banlieusards honorant avec fièvre la face de l'heureux candidat à la présidentielle du printemps dernier. La misère vous fait peur, et la révolte davantage. On sourit aussi d'apprendre qu'à Annemasse, les camarades du village libertaire, Le Vaag, ne sont pas privés de vous chahuter. Hélas, la garde mobile mononeuronale a répondu présent pour vous éviter les coups de pied au cul.

Tiens, à propos de coups de pied, il y en a qui se perdent chez une autre variété de guignols: les dirigeants syndicaux. La colère sociale est telle qu'ils se sont abstenus d'imiter pour l'instant leur collègue social-traître de la CFDT. Le mouvement ne peut s'éteindre d'un regard prime ministériel sur le petit écran! Pas plus avec les promesses de fermeté du Président (vraiment, quelle virilité pour son âge!) qui a bien connu 1968 mais, là aussi, de l'autre côté. Pas du nôtre!

Aussi, les chefs confédéraux démissionnaires depuis des lustres de toute volonté de remettre en cause ce fichu système – et d'œuvrer à une société plus égalitaire – flageolent sur leurs guibolles à l'idée de se faire déborder par une radicalisation des luttes. Ben alors, elles temporisent, elles encouragent le mouvement à se maintenir et s'étendre (sic). S'étendre dans quel sens souhaité? En ce qui nous concerne, nous voyons d'un très bon œil les germes de radicalisation s'accompagnant de mise en place d'assemblées générales, de coordination interprofessionnelle ou inter-établissements qui s'avèrent d'excellents outils quand ils restent sous contrôle des intéressés.



## aux dominants les grandes idées aux peuples le sang versé

PLUS DE CINQUANTE personnes se sont retrouvées au Trocadéro pour protester contre la réunion du G8 qui se déroule actuellement à Évian. Nous avons reçu un écho favorable parmi les nombreuses personnes présentes, malgré la présence dissuasive des forces de l'ordre.

Du faux sang a été versé sur la dalle commémorant les droits de l'homme, utilisés par les dominants en général et le G8 en particulier, afin d'imposer un ordre mondial qui n'est pas le nôtre. Le meilleur exemple reste celui le plus récent: les armées américaines et anglaises envahissant l'Irak pour soi-disant installer une démocratie, en omettant de préciser les enjeux économiques et stratégiques d'une telle intervention sur le dos du peuple irakien.

Cette action fut encore une fois l'occasion de rappeler que si le G8 ne représente que

l'apogée du système capitaliste, nous nous refusons de nous y soumettre.

Nous luttons partout où cela est possible pour le développement d'expériences prônant des rapports entre les êtres humains autres que marchands, de domination, d'aliénation ou d'exploitation. Nous pensons que ces expériences peuvent converger sur trois éléments fondamentaux:

- le refus de la délégation de pouvoir et notamment de la voie étatique du changement social,
- l'auto-organisation et l'autonomie du mouvement social sur des bases anti-autoritaires,
- l'action directe révolutionnaire et la désobéissance sociale.

Groupe claaaash de la FA

groupe-claaaash@federation-anarchiste.org

### Wallace et G8

À l'heure où nous bouclons votre *Monde libertaire*, nous ne sommes pas en mesure de vous donner de nouvelles précises sur le déroulement des manifestations d'opposition au G8. Nous pouvons déjà dire que le Vaag, notre village anarchiste, est un succès. À tel point que nos camarades sur place ne sont pas encore à même de vous faire un rapport circonstancié! Mais ce n'est que partie remise, et nous espérons apaiser votre soif de détails dès les prochains numéros.

# Non, le mouvement ne faiblit pas ! Oui, il doit s'amplifier pour gagner !



Si le secteur Éducation nationale est bel et bien le fer de lance du mouvement, il n'en demeure pas moins que les cheminots peuvent se fâcher rouge.

LA JOURNÉE DU 27 MAI était donc la 9<sup>e</sup> journée de mobilisation initiée par le secteur enseignant. Elle avait été élargie à un appel à la grève et à manifester à tous les secteurs interprofessionnels du public et du privé. Mais c'est bien le public qui a défilé nombreux, une fois de plus, même si des médias (pourtant en pleine désinformation) ont souligné la présence de plus en plus marquée (bien que timide) de travailleurs du privé. Le secteur enseignant qui ne décolère pas a, là aussi, fourni les plus forts contingents des manifestant(e)s. Au gré des régions, on trouvera les PTT, cheminots, communaux, impôts, santé, sociaux, équipement, ANPE, les postiers, etc., qui seront présents de façon plus ou moins importante. Les manifestant(e)s étaient plus de 10 000 à Nîmes, 12 000 à Lyon, 20 000 à Bordeaux et Avignon, 6 000 au Havre, entre 10 000 et 15 000 à Rennes, 12 000 à Lorient, 4 000 à Vannes, 30 000 pour Saint-Nazaire et Nantes, près de 10 000 à Nancy, entre 20 000 et 30 000 à Lille... Ces chiffres confirment donc l'ancrage du mouvement et son caractère massif.

Dans les cortèges, selon les informations qui nous sont transmises, on peut lire certains signes qui en disent long sur le bouillonnement permanent, syndical et politique. Ainsi, la CGT reste discrète sur le mot d'ordre de grève générale reconductible public-privé, mais fournit souvent de gros cortèges de manifestant(e)s; Force ouvrière est moins nombreuse mais reste radicalement orientée

vers ce mot d'ordre dont la CGT semble ne pas vouloir avant le 2 juin. La FSU reste très présente, mais ne semble pas avoir un rôle prépondérant. De nombreuses sections CFDT, voire des unions départementales de la confédération, rejettent la trahison de Chêrèque, en participant aux manifestations, et parfois appellent à la grève générale interprofessionnelle au son de l'Internationale (Lille)! Les cortèges Sud grossissent au fil du temps (Avignon, Bordeaux, Rennes, Le Havre, Nancy, etc.), indiquant une montée en puissance d'une forme de rejet des syndicats réformistes, de leur manque de positionnement dans la crise. Voilà longtemps que les Sud-solidaires (Rail, Éducation, etc.) réclament l'implication de tous et de toutes dans une grève générale reconductible public-privé, au même titre que la CNT qui a néanmoins plus de peine à assurer une visibilité dans les cortèges massifs. C'est d'ailleurs fréquemment que CNT et Sud défilent dans les mêmes portions des cortèges syndicaux.

Autres signes tangibles d'un décalage entre syndiqué(e)s en lutte et centrales syndicales, la difficile cohabitation entre coordination d'établissements en lutte, regroupant syndiqué(e)s et non-syndiqué(e)s et qui fonctionnent par assemblées générales souveraines. Il y a des villes (Lille) où les manifestations sont constituées de forts cortèges des établissements en lutte. Les mots d'ordre sont plus radicaux chez ces « indépendants » de la lutte sociale, syndiqués ou pas. Cette situation permet, à n'en pas douter,

d'exiger des hiérarchies syndicales des positionnements moins poussifs. Des assemblées générales ont souvent eu lieu après les manifestations du 27 mai, en présence de divers métiers, et favorables (Lyon, Nîmes, etc.) à une grève générale étendue au secteur privé. Toutefois, les grandes villes semblent avoir plus de difficultés à pratiquer la convergence interprofessionnelle au cours d'assemblées générales (Lyon). Dans cette ville, le slogan « Grève générale jusqu'à satisfaction des revendications! » est souvent repris dans la manifestation du jour.

Du côté des libertaires, ils défilent essentiellement dans les cortèges CNT, ou dans les cortèges de leurs syndicats respectifs. À Rennes, Vannes, Lyon, Lille ou Nancy par exemple, les militant(e)s de la Fédération anarchiste maintiennent une certaine visibilité aux tracts et banderoles. Autre signe de durcissement des opinions: les autocollants « Grève générale » édités par le groupe d'Ivry de la FA sont portés par bien des sympathisant(e)s dans les manifestations. Et l'on pourrait multiplier les exemples qui montrent que l'exaspération et la radicalisation gagnent les gens en lutte, ballottés entre des positionnements confédéraux ambigus qui risquent d'épuiser les enseignants en lutte depuis des semaines, une base qui pousse à une généralisation du conflit, et un gouvernement qui ne cédera rien sur le fond.

Daniel  
groupe Gard-Vaucluse

# justice

## Perben de plus en plus raide

**Dans l'opposition comme la majorité, les députés PS et UMP sont entre surenchère et délire sécuritaire. La réaction est générale et obsessionnelle. C'est confirmé : gauche, droite, c'est fait pour nous faire marcher au pas et rien d'autre.**

**AU-DELÀ DU CHAMP** déjà très étendu de la loi Perben, les députés UMP ont adopté, en première lecture à l'Assemblée, un durcissement du texte. Celui-ci ne fait que renforcer le pouvoir des policiers et du parquet : allongement de certains délais de prescription, suppression de l'effacement du casier judiciaire des mineurs à 18 ans et autres délire.

Thierry Mariani (député UMP du Vaucluse) propose nombre d'amendements répressifs comme, par exemple, le renforcement des perquisitions dans les cabinets d'avocat, l'aggravation supplémentaire des peines judiciaires pour certains crimes commis en « bande organisée » et la création de « bans de justice ». Ces derniers, établis sur le modèle des « bans de mariage », auraient pour vocation d'informer les habitants des suites judiciaires données aux crimes commis dans leur ville. M. Mariani propose également, la suppression de l'amnistie, votée en 1981, du casier judiciaire des mineurs, quand ils atteignent 18 ans. En effet, pour lui, ce texte a « développé le sentiment d'impunité chez les jeunes », au lieu de « donner une nouvelle chance aux adolescents délinquants devenus adultes ». L'amnistie ne sera prononcée, désormais, qu'au bout de cinq ans et à condition que le jeune adulte ne commette pas de nouvelles infractions.

Christian Estrosi (UMP Alpes-Maritimes) souhaite, quant à lui, que les nouvelles prisons comportent des salles aménagées « pour les interrogatoires et les auditions des détenus, afin de limiter les risques liés aux transferts de prisonniers vers les tribunaux ».

La légalisation du dépôt, période de rétention entre la fin de la garde à vue et le déferrement du suspect devant le procureur, va dans le même sens : elle pourra dorénavant excéder vingt heures... Mais l'intéressé aura néanmoins la chance de s'entretenir avec un

avocat ou d'être examiné par un médecin (ces messieurs sont trop bons!).

Jean-Luc Warsmann (UMP des Ardennes) s'est empressé d'attacher cette nouvelle pellette d'amendements supplémentaires, sur « l'aménagement et l'exécution de peines de prisons ».

Les députés socialistes ont soutenu, pour leur part, les mesures qui prévoient de relancer les procédures d'alternatives à la prison : travail d'intérêt général, jour-amende, surveillance électronique...

Ces mêmes députés socialistes ont tout de même osé social-démocratiquement traiter les députés UPM excités de « jouer les pompiers de service, face à une politique du tout répressif, mise en place depuis un an » (quel courage !).

Sur quoi, Pascal Clément (président UMP de la commission des lois) a clos les débats et constaté l'adoption, en première lecture, de ces amendements par l'Assemblée, sur un pari : « Je fiche mon billet que si la gauche revenait au gouvernement, elle ne toucherait pas à ce texte. »

Pour une fois, le *Monde libertaire* abonde dans le sens visionnaire de cette bande de réacs de l'UMP... Mais pas pour les mêmes raisons. Pas pour les mêmes tenants et surtout pas pour les mêmes aboutissants. Sinon ceux de les voir disparaître tous et vite, députés UMP, socs-dems, le plus rapidement de nos quartiers, de nos rues et de nos vies ! Qu'ils aillent se fouetter et jouer le tout-sécuritaire ailleurs, par exemple, dans leurs clubs privés.

**Patrick Schindler**

groupe-claaaaash@federation-anarchiste.org

Sources : présence militante à l'AN (ça sert d'être journaliste) et article dans le *Monde*, dimanche 25 mai 2003.

## les centres fermés

Le premier centre fermé du secteur associatif pour jeunes filles de 14 à 17 ans vient d'ouvrir à Lusigny dans l'Allier. Ce centre, géré par une obscure association émanant d'un club sportif de rugby, est habilité par la Chancellerie et reçoit pleinement le soutien du garde des Sceaux, Dominique Perben.

Or le projet « éducatif » élaboré dans ce centre ainsi que le règlement intérieur ont de quoi indigner les professionnels de l'éducation : les jeunes filles devront « s'identifier positivement à des rôles féminins » à travers des cours de chant, de coiffure ou de composition florale, elles devront « avoir une sexualité saine », elle seront privées de tout contact avec leur famille et n'auront pas le droit d'écouter individuellement de la musique. On retrouve dans l'ensemble de ces termes les stéréotypes machistes qui cantonnent les jeunes filles et les femmes à un certain type de rôle social. En outre, la fiche de renseignements les concernant devrait indiquer le tour de taille et de poitrine et un test de grossesse suivi d'un examen gynécologique seraient obligatoires lors de l'admission, ce qui constituerait une infraction à la loi régissant les droits des usagers en matière de santé, et une réelle remise en cause des acquis concernant les droits des femmes. Deux syndicats ont déjà dénoncé le règlement des centres fermés :

le SNPES-PJJ/FSU et

le Syndicat de la magistrature.

Le Collectif national pour les droits des femmes a régulièrement condamné les politiques sécuritaires à l'encontre de la jeunesse. Le contenu coercitif et sexiste du projet de service de ce centre fermé, reposant sur une conception archaïque du rôle et de la place des femmes dans notre société, nous renforce dans notre opposition à ce type de structure.

Il faut que le gouvernement abandonne ces projets de centres fermés. Nous appelons toutes les associations et organisations soucieuses d'une éducation non sexiste à dénoncer ce type de structure basée sur la privation de liberté et véhiculant une conception purement sexiste de la prise en charge des jeunes filles.

**Collectif national  
pour les droits des femmes**

21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris  
Tél. : 01 43 56 36 48  
colcadac@club-internet.fr



Telle une charge de bisons, le flot enseignant envahit inlassablement la rue...

Après Luc Ferry et son livre *Qu'est-ce qu'une vie réussie ?*, Raffarin dans *Qu'est-ce qu'un foutage de gueule réussi ?*

# jetons bas les guignols du pouvoir

**Éric Gava**

LA MANIFESTATION NATIONALE de ce dimanche 25 mai a été un franc succès, même si certains ont été déçus que le million n'ait pas été atteint. Au point parfois de se persuader que ce nombre a été dépassé, mais que les appareils syndicaux ont eux-mêmes minimisé les chiffres pour ne pas en être redevables devant les travailleurs et justifier leur attitude attentiste qui apparaît aux yeux de beaucoup comme une mollesse coupable. C'est dire si certains veulent en découdre! Remarquons au passage que sans la présence massive des personnels de l'Éducation nationale, cette réussite aurait été moindre.

La journée de mobilisation du 27 mai a montré aussi que celle-ci ne faiblissait pas, loin s'en faut, et qu'elle dépassait largement le secteur de l'Éducation et de la fonction publique. Les manifis monstres de Marseille (entre autres), où chaque temps fort l'est de plus en plus, ont laissé entendre que le privé lui aussi entre dans la danse et que la question des retraites n'est pas le seul sujet de mécontentement. Rendez-vous donc au 3 juin pour voir si cette colère va se concrétiser par la grève.

En attendant, revenons un peu sur cette journée du 27 mai. En ce qui concerne l'enseignement, qui est le secteur le plus en pointe contre la casse des retraites mais aussi contre la décentralisation à la sauce Raffarin et les coupes budgétaires, les syndicats avaient appelé à une nouvelle journée d'action pour répondre au grand comité interministériel sur l'Éducation. Avant de poursuivre, rappelons aux directions syndicales que des grèves reconductibles il y en a partout et tous les jours, et qu'elles commettent les erreurs de 95, avec ces « temps forts ». Si on fait le compte de toutes ces journées, il aurait été plus simple de les faire à la suite, en grève reconductible nationale et non dispersée, et l'on n'en serait peut-être plus là aujourd'hui...

Pas moins de vingt ministres et sous-ministres à ce grand séminaire gouvernemental, sous la houlette pateline de Raffarin, qui « reprend en main le dossier », manière de faire croire à l'opinion que c'est la faute de la méthode Ferry si ça se passe mal à l'Éducation. Tout en lui renouvelant sa confiance et

# Salmigondis syndical

patati... Comme si ce n'était qu'un problème de personne ou de communication, une affaire de forme et non de fond! Vouloir réduire ce vaste mouvement à une simple manifestation du malaise enseignant, c'est vraiment nous prendre pour des billes! Alors on passe la brosse à reluire, on enfle les poncifs et les phrases creuses et compatissantes sur ces pauvres enseignants pas assez reconnus par la République, ça c'est pour la carotte. Le bâton n'est pas loin non plus: pas touche aux examens sinon gare (réquisitions, force publique...)! C'est oublier un peu vite qu'il n'y a pas que les enseignants dans la lutte! Et que ces derniers ne se battent pas pour eux, mais avec et pour les conseillers d'orientations, les personnels d'entretien, etc. La solidarité n'est pas un vain mot. C'est aussi vouloir nous faire croire que les enseignants ne seraient pas des travailleurs comme les autres, sans doute au-dessus? Désolé, M. Raffarin, ce sont des salarié(e)s, qui défendent leurs droits et leurs acquis comme les autres, que ça vous plaise ou non! Et la casse de leurs retraites, ça les touche aussi et on ne voit pas pourquoi ils devraient laisser faire...

Du coup, on a pu constater combien certains ont du temps à perdre, parce qu'au soir du 27 mai, qu'en est-il ressorti? Rien de nouveau! Le gouvernement a-t-il lâché quelque chose? Que dalle! Sur les retraites, tout ce qui a été annoncé était déjà connu, que ce soit le rachat des années d'étude ou la fumeuse seconde carrière! À 15 000 euros pour racheter une année d'étude pour un enseignant en fin de carrière, et il a « le droit » d'en racheter trois, soit la bagatelle de 45 000 euros (300 000 F), c'est une affaire dont tout le monde va profiter! Quant à la seconde carrière dans la fonction publique, on est prié de leur faire confiance et d'attendre gentiment que les emplois-vieux se mettent en place! Sur la décentralisation, ils restent droits dans leurs bottes, et ce report d'une année ça s'appelle reculer pour mieux sauter. Confirmation avec le renvoi au mois de septembre de l'examen du projet Ferry sur les universités. Comme ça commence à bouger dans le Supérieur et pour éviter une jonction avec le mouvement qui ne saurait tarder, on préfère attendre des jours meilleurs car ça faisait peut-être beaucoup à la fois, mais les intentions demeurent, c'est juste un faux recul tactique.

Toutes ces réponses dilatoires montrent bien l'impudence sans limite de ce gouvernement, son arrogance. Où est le dialogue dont il se targue, quand il n'a que le mot non à la bouche pour répondre aux demandes des grévistes? Tous les moyens lui sont bons pour faire passer, en douceur (par la propagande et la désinformation des médias aux ordres) et surtout en force toutes « ses réformes ». Il est clair que Raffarin a endossé les habits de Mme Thatcher. À nous de lui rabattre son caquet, par une grande claque dans la gueule qui s'appelle grève générale, et de lui faire ainsi comprendre que l'habit ne fait pas le moine! É.G.

**COMMENT** ça avait commencé en mai 1968? Était-ce prévisible? Aurions-nous été plus loin si on avait eu Internet? Pourquoi Georges Séguy ne lisait pas les journaux pour se renseigner sur Daniel Cohn-Bendit? Autant d'« interrogations » sur ce qu'il est convenu d'appeler les « événements de la fin des années soixante ». Ça fait plus de trente ans et il y a au moins une chose que l'on peut affirmer: rien ne se passe comme prévu!

Si on avait dit aux militants de la « jeune » CFDT d'alors que la CGT du XXI<sup>e</sup> siècle doublerait sur sa gauche la centrale du square Montholon et que FO appellerait à la grève générale! C'est dire le chemin parcouru par la CFDT depuis l'après-68 ou elle laissait s'exprimer sans entraves la colère ouvrière et faisait référence à Pelloutier et à l'anarchosyndicalisme. Les militants libertaires qui y avaient investi l'énergie de leurs jeunes années furent ensuite montrés du doigt voire exclus. La confédération avait besoin de cotisants, plus de forces militantes, c'était déjà cruellement vrai il y a plus de vingt ans, que restera-t-il après les dernières pantalonades de Chêrèque? Et les drapeaux CFDT rouge et noir des grèves de 95 ont-ils sombré dans le défaitisme ou fleurissent-ils dans d'autres horizons?

La CGT, qui se présente encore comme une forteresse du mouvement ouvrier, montre déjà les signes inquiétants de recentrage. Prenons bêtement l'exemple du nerf de la guerre: les cotisations. Au dernier congrès a

été repoussée à un autre congrès la réforme qui consistera à payer directement à la confédération au lieu du syndicat de base comme cela l'est actuellement. Il y a quelques décennies la CFDT avait procédé de la même manière pour disperser dans le vent ses diverses oppositions. Triste remake actuel à la CGT?

Tout était bon pour adhérer à la CES (Confédération européenne des syndicats) où l'on façonnera des propositions de proposition en jetant aux oubliettes tout syndicalisme de contestation. La CES a eu la semaine dernière son congrès à Prague<sup>1</sup>. Sur fond de conflits sociaux on pourrait croire que ces gens même en faisant dans la réforme seraient prêts à en découdre... Mais il semblerait que l'on s'y borne à constater que, malgré les efforts de la social-démocratie, le capitalisme est toujours aussi méchant. Ou à écouter Giscard d'Estaing (!) plaider pour le dialogue social. « On doit être sensible à ce que pensent les gens » aurait même déclaré l'Ex. Y'a pas à dire, il faut, dans le syndicalisme comme ailleurs, tout recommencer à zéro!

Jean-Pierre Germain

1. On y retrouve la CGT, CFDT, FO, les Trade Unions britanniques, la DGB allemande, mais aussi les « nouveaux entrants » de l'Europe de l'Est qui s'annoncent comme le cheval de Troie du libéralisme surtout sur les systèmes de retraite par capitalisation.

...sans oublier « V'là la jeune garde... » du syndicat du Livre qui se lance également dans la bagarre.



# avilir et contrôler

Dans le secteur public comme dans le privé, les structures d'insertion sont pourvoyeuses de main-d'œuvre à bon marché.

**CHAQUE STRUCTURE**, dans le cadre de conventions avec l'État, doit remplir ces objectifs : « insérer ou réinsérer » les publics en difficulté (exemple : sur un effectif de 57 personnes en insertion, 12 devront dans l'année être en situation de travail, au moins 6 mois CDD, dans une entreprise ou en formation qualifiante).

Si l'objectif n'est pas atteint, la structure d'insertion se verra pénaliser financièrement par une diminution de sa subvention de financement. À partir de cet instant, tous les moyens sont bons pour réaliser les objectifs. Les accompagnateurs dits « sociaux » entrent en scène.

Les pressions auprès des RMistes deviennent permanentes, afin qu'ils acceptent n'importe quel emploi dans n'importe quelle condition. Ils vont jusqu'à les accompagner à l'entretien d'embauche en les préparant ainsi : « Il faut être gentil, il faut saisir votre chance... »

Si les RMistes font de la résistance, les menaces se font plus précises : « Votre contrat d'insertion ne sera pas reconduit, nous pouvons l'arrêter et ce sera à nouveau la galère... le chômage payé sur la base d'un demi-smic... »

## Les négriers des temps modernes

Ces derniers sont des proies faciles pour toutes ces entreprises dévoreuses d'hommes et de femmes. Les seuls débouchés qui leur sont proposés restent les entreprises de nettoyage, c'est-à-dire les plus sales boulots avec des horaires complètement décalés (deux heures le matin entre 5 et 7 heures et le soir entre 18 et 22 heures). Il y a (encore) pire : quelquefois, ces entreprises n'hésitent pas à proposer des CDI pour deux heures ici et une heure là, à 15 ou 20 kms du domicile.

Ou bien, des entreprises de terrassement offrent des possibilités d'insertion : là encore, les RMistes vont exécuter les tâches les plus pénibles, car ils n'ont aucune qualification. Les collectivités locales les emploient pour ramasser les papiers sur la voie publique. Dans tous les cas, ce sera un travail chiant, absolument pas gratifiant, où la personne ne risque pas de s'épanouir, bien au contraire.

Qu'à cela ne tienne !... pourvu qu'elle tienne six mois, afin qu'elle soit comptabilisée comme une sortie réussie pour la structure d'insertion. Qu'importe si, au bout de six mois, la personne est à nouveau licenciée et que la spirale de la galère s'installe un peu plus

profondément, et surtout que l'individu en sorte un peu plus cassé.

Trimballer les individus d'échec en échec pour mieux les avilir, les rendre responsables de leur sort, voilà le rôle dévolu aux structures d'insertion.

## Un système pervers

Aucune statistique fiable ne peut démontrer aujourd'hui, en termes de résultat d'insertion ou de réinsertion, l'utilité de telles structures. Si ce n'est de maintenir les personnes dans le réseau du secteur dit « social » afin de mieux les contrôler et de permettre aux entreprises et collectivités d'utiliser de la main-d'œuvre à très bon marché.

Ce système est tout bon pour les structures d'insertion : après avoir constaté l'échec, il permet après quelques mois de chômage supplémentaires, de réintégrer la personne au sein de la même structure, ou d'une autre, et cela avec l'aval de l'ANPE ou d'un(e) assistant(e) social(e).

Au passage, la structure d'accueil perçoit entre 190 et 230 euros par mois pour chaque personne accueillie. Cette société est vraiment répugnante. Hé, madame la Société, c'est quoi, la valeur d'un être humain, pour toi ?

Ce sont les plus pauvres qui permettent, par le biais d'un système bien huilé, et qui fonctionne à merveille, d'enrichir et de perpétuer les emplois des salariés des structures : ANPE, Assedic, et toutes les personnes qui, dans les différentes associations et administrations, ont mission d'aider par tous moyens à l'insertion ou à la réinsertion des RMistes, ont par une habitude de satrape contribué à faire en sorte que les publics soient encore un peu plus cassés, un peu plus dépendants afin de préserver leur petit confort.

Attention ! On apprécie une vessie qui fonctionne le jour où elle vous lâche !

**Guy**  
groupe de Rouen  
**Justhom**  
travailleur social

Structure d'insertion : statut loi 1901, fonctionne avec un conseil d'administration ; chantiers d'insertion, associations d'utilité sociale, associations inter-médiales.

Contrat emploi solidarité (CES) : emploi à mi-temps (20 heures par semaine), ne coûte rien à la structure d'insertion.

La nouvelle affiche fédérale est disponible.

10 euros pour 50 exemplaires, à commander à Publico, 145, rue Amélot, Paris 11<sup>e</sup>.





## Foyer, doux foyer

3 AVRIL 2003, 5 heures du matin. Les forces de l'ordre cernent le foyer Sonacotra du Vert-Galant à Saint-Ouen-l'Aumône, Val-d'Oise. Sans aucune raison officielle, sinon l'application du vague concept sarkozien de « maintien de l'ordre ». Pourtant, une intervention musclée et provocatrice: menaces et jets de lacrymogènes, sur les résidents du foyer. Par quelle intention ce type d'action des forces de police est-il régi, sinon celle de créer et d'activer un climat de tension? Les représentants de la loi la justifient, quant à eux, comme « un simple contrôle d'identité ».

Les résidents se voient « interdire de se rendre à leur travail, avant la fin de l'intervention ». Ils reçoivent également l'interdiction de circuler dans le bâtiment, pour prendre une douche ou aller au petit déjeuner. Puis, après un contrôle d'identité musclé, une fouille des chambres est organisée, à la suite de laquelle les résidents ne retrouvent plus leurs objets personnels, puisqu'ils viennent d'être jetés directement dans une benne stationnée (comme par hasard) à côté des cars de police, sur le parking du bâtiment. Les effets des travailleurs sont balancés dedans, à la va-vite et en vrac: argent, fiches de paie et, l'on suppose, nombres d'objets encore plus personnels. De plus, les douches sont déclarées inutilisables, les matelas ont été crevés et les ustensiles de cuisine balancés dans la même benne à ordures.

Après le départ des forces du désordre, les lieux retrouvent tant bien que mal leur tranquillité. Et la vie des travailleurs maliens (en règle, jusqu'à l'arrivée de la police) n'a plus qu'à reprendre son long fleuve tranquille, pour rejoindre le cercle vicieux du circuit légal et juridique. La vrille infernale: « obtenir des papiers, afin d'obtenir du travail, afin d'obtenir des papiers plus conséquents, afin d'obtenir le droit de se loger, afin de continuer à avoir le droit d'obtenir du travail ». Attendre qu'une autre vague de furieux policiers débarque à l'improviste, dans un nouveau foyer. Pour les re-renvoyer à la case départ: « afin d'essayer d'obtenir des papiers, afin d'obtenir du travail, afin d'essayer d'obtenir un logement » et toujours, sans aucun autre droit. Que celui de subir et de se taire, sans songer à celui, minimal, du respect de la vie privée et de l'individu! Ce type d'intervention n'est hélas pas un cas isolé. Depuis, nous sont remontés nombre de cas identiques, autant par la pratique expéditive que par leur installation en mode systématique.

Patrick Schindler

Sources: Que fait la Police, mai 2003, et Site Zpajol.



Velasquez

## L'horizon 2040 en compagnie de M. Ernest des Forges

AUGMENTER de 14 points le taux de cotisation pour la retraite (soit une variation annuelle de 0,34 point), ce qui correspond à 6 points de PIB. M. Ernest dit: « Non, si les charges sociales s'élèvent, mes coûts augmentent donc mon profit se réduira. »

Écoutez, mon cher Ernest, pour le savoir, il existe une démarche simple:

Oui ou non, y a-t-il eu en France une réduction progressive de la part des profits dans la valeur ajoutée des entreprises au fur et à mesure que le fameux « poids des charges sociales » s'accroissait?

Entre les deux guerres mondiales, période de faibles cotisations, le poids du profit remarquablement stable correspond, en moyenne, à 33 % de la valeur ajoutée, la part salariale est donc de 67 %.

Depuis 1950, la part du profit, finalement assez stable, est en moyenne de 35 %.

La réponse imposée par ces faits est claire: l'envol des cotisations sociales n'a pas pesé sur les profits. L'élévation du salaire indirect s'est simplement accompagnée d'une baisse du salaire direct dans la valeur ajoutée.

C'est bien sur les salaires que pèsent toutes les cotisations. Mais M. Ernest vous dira: « Si vous observez des pays où les charges sociales ne sont pas écrasantes tels que les USA ou le Royaume-Uni, vous verrez bien que la part des profits y est évidemment supérieure à ce qu'elle est en France. »

Testons cette allégation.

Entre les deux guerres, le poids du profit dans la valeur ajoutée était en moyenne de 36 % pour les entreprises américaines et de 37 % pour les britanniques (33 % en France).

Depuis 1950, ces proportions ont baissé, 34 % outre-Atlantique, 31 % outre-Manche (35 % en France).

Le résultat du test est clair.

Il faut s'y résigner: les cotisations sociales refusent de peser sur les profits!

Mon cher Ernest, ce n'est pas une opinion mais un fait bien établi (données de l'OCDE).

L'invocation d'une contrainte économique de compétitivité pour refuser d'augmenter les cotisations sociales ne repose donc sur aucun argument scientifique.

La stabilité du pouvoir d'achat relatif des retraités et celle de l'âge de la retraite sont simultanément possibles grâce à une variation de 14 points du taux des cotisations (variation annuelle 0,34 point), ou 9 points si la réforme Balladur n'est pas annulée.

L'approche idéologique du gouvernement et du patronat les aurait évidemment conduits à déclarer en 1960:

« D'ici à 2000, des irresponsables veulent augmenter de plus de 7 points le poids des retraités dans le PIB. Cette hausse de plus de 130 % coulerait nos entreprises. »

Et, pourtant, les retraites sont bien passées de 5,4 % à 12,6 % du PIB en quarante ans.

Les 7 points supplémentaires ont permis de faire reculer massivement la pauvreté chez les retraités, d'abaisser l'âge de la retraite de cinq années alors que l'espérance de vie à 60 ans augmentait de 5,3 ans.

Tout cela n'a pas empêché la part des profits dans la valeur ajoutée de devenir supérieure à partir des années 1990 à ce qu'elle était pendant les « Trente Glorieuses ».

Pour consolider la cohésion sociale, y compris entre les générations, il n'est pas anormal qu'un pays riche dont la population vieillit consacre progressivement une part plus forte du PIB aux retraités.

Mais l'on doit aussi améliorer l'équité du système. Car si les inégalités chez les retraités sont aujourd'hui du même ordre que chez les actifs, c'est en partie le résultat d'une illusion statistique: parce que les pauvres vivent nettement moins longtemps, leur poids est plus faible chez les retraités que chez les actifs.

Bien le bonjour à vous, M. Ernest des Forges.

Guy Hénocque

groupe Bakounine

Sources: le Monde et OCDE



## Chronique de grève au fin fond des zones rurales

Dans le petit monde de la France d'en bas, la tendance s'oriente vers la récré illimitée!

**QUI C'EST** qu'est caca boudin? C'est Raffarin! Quant à Luc Ferry, c'est caca pipi! Avec le temps le niveau des slogans baisse mais le ton monte... Dans les AG départementales, de secteur ou locales, chacun le sait: parent, enseignant, il faut tenir. Ne pas se diviser entre ceux qui continuent et ceux qui réapparaissent en classe quelques jours le temps d'informer les familles, de reconqu岸ner les collègues. Dans les manif, les grévistes portent les badges et reprennent les slogans de la CNT ou des zanars locaux.

On passe de moins en moins de temps à comptabiliser les grévistes, les urgences sont ailleurs. Aider les parents d'élèves à monter un collectif de défense de l'école. Contacter les mecs de l'ANPE, de la DDE et des PTT: les uns sont en grève de trois jours, les autres ont du mal à poursuivre au-delà des journées nationales.

Sur Oléron les instits s'organisent. Il n'y a plus de lien syndical, il faut tout réapprendre: s'informer et informer, écrire, trier les textes à diffuser, chercher des panneaux dans les grandes surfaces, monter une caisse collective pour pallier les dépenses. Quand des municipalités soutiennent les revendications ce sont les parents qui boycottent l'école. Les profs reprennent le boulot le vendredi, les collégiens débrayent et signent une pétition de soutien.

À travers les actions, les débats, c'est tout un mouvement social qui s'organise: tel parent parle du Pare et de ses difficultés de trouver du boulot à 48 ans, la directrice de l'école maternelle apprend à diffuser des tracts, celle du primaire demande du soutien face à la désapprobation des parents, des élus demandent aux grévistes d'intervenir dans le prochain conseil municipal, une manif départementale se prépare à Marennes, bourgade endormie. La France d'en bas s'organise chez elle avec ses voisins.

La solidarité cimente un groupe bien informel, mais qui déjà se pose la question du lendemain et des possibilités de poursuivre des activités communes. Opposés à la décentralisation à la mode Raffarin, quelle école défendons-nous? Quelle éducation (et non quels savoirs) voulons-nous pour nos enfants? Quelles relations voulons-nous avoir avec les autorités locales et les familles? Quelle Europe sociale avons-nous dans le cœur?

Ces vraies questions auxquelles personne ne répond clairement mobilisent les villes et les campagnes... et c'est ce que nous aurons gagné dans ce conflit. Une belle victoire!

**Thyde Rosell**

Correspondante locale et internationale

## La dure journée de Thomas

Les dangers de la décentralisation et de la réforme des retraites

**8 heures:** Thomas, élève de seconde, franchit l'entrée sans contrôle. Les deux retraités embauchés par l'établissement ont bien du mal à regrouper les vingt classes: plus de surveillant? Thomas rejoint ses 38 camarades et découvre avec surprise un nouvel intervenant en mathématiques, le troisième de l'année: plus d'enseignants titulaires?

**9 heures:** il va forcément en anglais; il aurait aimé étudier l'allemand mais, depuis la rentrée, la discipline a disparu: plus de crédits du conseil régional pour cette classe?

**10 heures:** dans l'escalier fraîchement tagué, au milieu des bousculades, il évite les souillures et les crachats au sol: plus d'agent d'entretien pendant la journée?

**10h20:** il retrouve avec joie son professeur d'histoire de 70 ans, absent depuis deux mois et non remplacé: plus de professeurs remplaçants?

**11 heures:** il se rend en salle d'informatique tout seul, sans aide: plus d'aide éducatrice? Il ne pourra travailler que dix minutes au clavier car la moitié des ordinateurs est hors service: plus de maintenance du réseau?

Enfin midi! La cantine! Un employé de la société de restauration privée lui remet son plateau repas: plus de cuisine préparée sur place? Pendant que, par la fenêtre, il observe ses petits camarades manger un sandwich (plus de fonds sociaux?), un grand de terminale lui subtilise son dessert: toujours pas de surveillant?

Ainsi se déroule sa journée et même s'il souffre de cette situation, pas question de trouver de l'aide auprès de l'assistance sociale ou du médecin scolaire: plus de personnel médico-social? En ce qui concerne son avenir, il aimerait entrer en BTS pour reprendre la menuiserie de Tonton: plus de section ouverte? Quant à son frère, il voulait entrer en CAP Bois: pas de filière à la rentrée? À qui en parler? Plus de conseiller d'orientation psychologue?

Et Thomas a une petite sœur, en primaire, qui n'est pas mieux lotie et qui rencontre les mêmes difficultés.

Ce scénario catastrophe est une réalité qui se profile pour nos enfants dès la rentrée, à cause des mesures de décentralisation.

**Michel**

groupe la Pierre noire, Cantal



## Construire la grève générale

La fédération des travailleurs de l'Éducation, à travers les syndicats CNT-Éducation (Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Rhône, Loire-Atlantique, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, etc.) lutte contre le projet de décentralisation de 110 000 TOS, assistantes sociales, médecins scolaires, conseillers d'orientation-psychologues aux collectivités locales, source d'inégalités et de privatisations; contre les restrictions budgétaires et le recours massif aux personnels précaires en dénonçant en particulier la loi sur les assistants d'éducation qui détruit le statut de MI/SE et renvoie au chômage les emplois-jeunes (titularisation de tous les précaires sans condition de concours ni de nationalité); contre la réforme du régime des retraites Fillon-Dejevoye qui fait la part belle aux exploiters. La CNT revendique 37,5 annuités pour tous, public et privé. La FTE-CNT soutient les grévistes, appelle tous les autres travailleurs du public comme du privé à la grève reconductible pour construire la grève générale et « va dans le sens de la prise en charge du mouvement par les personnels eux-mêmes: les assemblées générales doivent être souveraines dans la conduite du mouvement, les syndicats des outils de propagation et de soutien pratique des luttes ».

**Frédéric**  
syndiqué CNT-Éducation 93  
gréviste depuis le 6 mai 2003

## services publics gestion directe !

LE GOUVERNEMENT est clairement décidé à élaborer des réformes, visant à asservir encore un peu plus les travailleurs. Devant ce constat, nous persistons à penser que seule une grève générale permettra d'avancer dans les luttes. En premier lieu, le gouvernement touche à nos retraites. Il continue sa logique depuis 1993 (réforme Balladur) passant le nombre d'annuités de 37,5 à 40 ans dans le privé.

Aujourd'hui, ce gouvernement tente de capitaliser les retraites. Ce qui se traduit par la souscription des travailleurs à des fonds de pension et donc la mise à mort du système par répartition.

Ces réformes vont s'instaurer en plusieurs étapes: le passage de 37,5 à 40 annuités de cotisations pour la fonction publique, à partir de 2004 (avec une décote par année manquante); ensuite, l'augmentation du nombre d'annuité à 41 ans en 2012, à 42 ans en 2020 pour le public et le privé et par la suite la suppression de la retraite (pour les plus pauvres). Ce qui signifie, travailler plus longtemps et donc produire plus pour gagner moins. Exigeons la retraite à 55 ans à taux plein pour tous, le retour à 37,5 annuités pour tous (privé/public), l'augmentation des charges patronales et une réduction du temps de travail sans réduction de salaire (travailler moins et autrement).

Mais il n'y a pas que les retraites qui sont touchées. C'est le service public également qui par cette politique est victime d'un démantèlement.

Tout d'abord, il faut faire la différence entre l'État et la notion de service public. En effet, ce n'est pas le propriétaire qui est important (entreprise privée ou d'État) mais son utilité sociale pour la population. Une entreprise nationalisée peut fonctionner comme une société privée, c'est-à-dire mettre en avant le profit donc la rentabilité.

Dès le début des années quatre-vingt, la gauche a pratiqué les logiques du capitalisme. Rappelons-le, c'est Quillès qui a privatisé les PTT, devenus France-Télécom et La Poste. Ce sont les différents ministres qui ont fermé des

bureaux de poste, des classes et des écoles et qui aujourd'hui suppriment des maternités et des hôpitaux de proximité. Jack Lang a augmenté les cadeaux aux écoles privées! Ce qui engendre une diminution des effectifs et des restructurations régulières.

L'Éducation nationale va être victime de la décentralisation donc de la régionalisation, ce qui va accroître l'inégalité économique entre les régions.

Le secteur privé de la santé est devenu majoritaire, nous avons aussi assisté à la privatisation des services communaux, comme les cantines scolaires... Autre exemple, l'État recrute de plus en plus de stagiaires, de précaires et d'intérimaires.

Afin de sauver le service public, il faut se débarrasser des politiciens, donc de l'État, du capitalisme et également du corporatisme. Des emplois sont à recréer: infirmières, profs, etc.

Pour sauvegarder le service public, la solution est la socialisation des moyens de productions et la gestion directe du secteur public par les salariés et les usagers.

Seules la solidarité et la combativité des travailleurs, pourront faire front face aux gouvernements (de gauche comme de droite) menant la politique du capital.

Développons des actions de sabotage (Émile Pouget), d'occupation et de grèves. Tout ceci mené par les travailleurs eux-mêmes sans consentement de nos chers bureaucrates syndicaux. Ce qui implique de construire des assemblées générales souveraines et interprofessionnelles (public/privé) et à participer aux luttes de quartier.

Seul l'anarchosyndicalisme est digne d'apporter des outils d'émancipations aux travailleurs. Dans ce contexte politico-économique, les idées et projets libertaires restent encore plus d'actualité. Ni État ni patron! Autogestion!

Nicolas  
CNT Communication culture spectacle, section BNF  
**Sanctionné par six jours de mise à pied  
pour notre expression syndicale**

# Construisons des pratiques d'entraide égalitaires

## contre la marchandisation des savoirs

Thyde Rosell

La

LA MULTIPLICITE s'opposerait-elle à des valeurs communes? L'interculturel enfermerait-il les individus dans des communautés? Les rapports éducatifs Nord-Sud relèvent-ils de la compassion ou de l'entre-apprentissage?

Les relations internationales entre établissements scolaires, associations éducatives ou sociales relèvent à la fois d'échanges interculturels, d'analyses croisées sur les pratiques, de recherche-action égalitaire pour construire des valeurs sociales universelles.

L'altérité est l'espace fondamental des rencontres humaines. Elle peut ainsi éviter la fatalité de l'exclusion en ancrant l'apprentissage de l'autre dans une complémentarité des valeurs et des références. Cela induit une prise en compte de la vie de l'enfant d'ici et de là-bas, une reconnaissance des références qui le construisent. Si l'école - espace privilégié de la découverte du monde - ignore l'ensemble des compétences et des connaissances des enfants, elle s'installe dans l'étrangeté culturelle. Les relations internationales des espaces éducatifs (scolaires, culturels et sociaux) permettent aux uns et aux autres de se découvrir, de construire d'autres systèmes de valeurs et donc de créer des pratiques alternatives à la marchandisation des savoirs.

### De l'observation « voyeuriste » à la recherche commune

La plupart du temps, ces histoires plurielles naissent du hasard des rencontres, du désir du partage pour les uns, de curiosité pour les autres, et débouchent sur... la reproduction des schémas sociaux en exportant des pratiques éducatives inadaptées au milieu, la pérenniation de l'appauvrissement des pays du Sud en assujettissant des projets éducatifs à la

mainmise d'ONG dont les financements sont offerts par la Banque mondiale ou sur l'acceptation des disparités et déséquilibres.

Le voyage (dans le sens de rapports circonstanciés), dans un premier temps, a un effet de loupe sur son propre vécu et sa culture particulière: coup de cœur, soutien strictement financier ou matériel... puis s'entrouvent les portes aux entraides coopératives à effet feed-back quand la relation qui se construit est le fruit de la création de libertés et de parités.

Il y a des préalables nécessaires à tout partenariat égalitaire:

- La liberté d'agir et de penser évite la mise sous tutelle: la plupart des ONG présentes dans les pays du Sud ou de l'Est bataillent pour leur propre survie. L'indépendance économique financière et intellectuelle des partenaires est essentielle. Chacun est un expert social et libre de ses choix, tout projet doit tendre à l'autonomie, et les rencontres relèvent de la co-formation, de la mise en place de projets élaborés et vécus par les acteurs locaux et sous leur seule responsabilité.

- La mutualisation des analyses et des compétences: chaque structure doit se reconnaître dans l'autre et partager des valeurs communes, même si elles ne débouchent pas sur des pratiques identiques. Ce sont les mises en acte et non les discours qui créent des espaces émancipateurs.

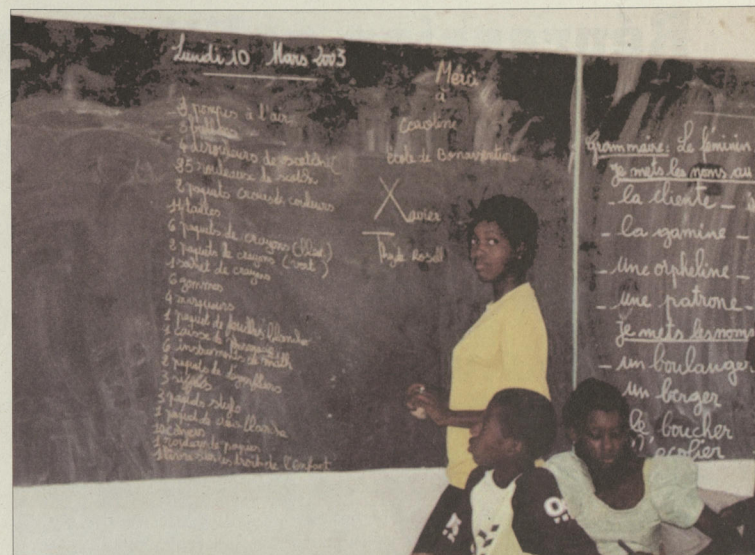
Si l'on échappe à la logique du modèle de développement pour s'inscrire dans celle de la construction de rapports sociaux alternatifs, les apports extérieurs ne se substituent pas aux initiatives locales, ils les renforcent. Il y a déséquilibre dès que les liens ou les relais extérieurs deviennent irremplaçables.

Les stratégies, les points d'ancrage relèvent des analyses des rapports de force et des chances de réussite. Le déséquilibre né soit de la mise sous tutelle soit du manque de perspectives ou de recherches sociales révèle toujours une situation ambiguë: rapports de pouvoirs, manque de contrôle, réseaux interpersonnels informels, manque de transparence.

- La toute-crativité et la toute-découverte sociales devraient être transposables et devenir des propriétés collectives! Cela implique des fonctionnements démocratiques ouverts, sans chasse gardée et une diffusion des savoirs. Il est évident que le secteur social informel est par nature mouvant et difficilement contrôlable par les pouvoirs publics et trop souvent par les acteurs même. Néanmoins, l'effet feed-back des relations internationales ou la connexion à d'autres initiatives populaires régionales devraient permettre de transformer un échec, de le détourner voire de retransmettre des compétences acquises.

- La construction de recherche commune: lutter contre la mondialisation capitaliste de l'éducation revient à proposer des alternatives et des contre-programmes construits par tous et chacun.

Dans la stricte sphère de nos compétences et de nos moyens, nous avons le pouvoir - d'aucuns ajouteront le devoir - de construire à partir de nos pratiques des « théories actions » libératrices! Ce sont évidemment de grands ou gros mots, mais nous devons redéfinir nos projets éducatifs dans le monde actuel sous peine de nous contenter de colmatages, d'éternels recommandements fragilisés par la mainmise de la pensée unique. Cela tend à la création de véritables recherches populaires: la



École Freinet de Ricotte, département de Saint-Louis, Sénégal.

mixité sociale et l'hétérogénéité des intelligences, la complexité des savoirs se regroupant, s'entre-apprenant à travers des forums, des restitutions, des élaborations d'outils et de concepts peuvent transformer des initiatives éparses en un mouvement de transformation sociale.

### De la relation duelle à la mise en réseau

Si, à titre personnel, la compassion et la prise de conscience de l'autre se transforment en empathie, en solidarités en acte, en recherche commune, il existe des réalités incontournables empêchantes d'autogérer en rond! Il suffit d'un essoufflement (manque de relais, situations économiques catastrophiques, repli sur soi, criminalisation des mouvements sociaux, renforcement du contrôle régaliens des États) pour que se désagrègent des relations internationales.

Le désenclavement éducatif, social, politique et économique devient ainsi un objectif prioritaire: partenariats nationaux, professionnels, transculturels devraient s'élaborer non dans un « après » mais dans un « maintenant » quasi instantané. Cela donne sens aux pratiques éducatives soumises à l'analyse extérieure et à leur possible réappropriation et renforce les énergies sociales ainsi mises en mouvement par la mutualisation des compétences, voire la coopération économique!

Cette mise en réseau est la seule valeur ajoutée difficilement capitalisable par les marchands du temple. Elle valorise de fait les initiatives locales, renforce les capacités de construction d'outils éducatifs (chacun pouvant transposer ou réinventer, voire créer des outils au service de ses propres projets), améliore l'analyse sociétale des acteurs. Elle

concrétise cette idée que l'émancipation sociale est en construction permanente et casse la dichotomie savamment entretenue entre théorie et pratique pour mettre chacun en situation de tâtonnement expérimental. Cela demande rigueur, humilité et mise en place de systèmes compensatoires.

Si personne ne sait tout, chacun apporte sa pierre à l'édifice pour plagier les systèmes d'échanges de savoirs!

Personne n'a les moyens ou le temps d'élaborer sérieusement un laboratoire social alternatif: nous sommes trop fragiles, trop accaparés par des questions de survie, d'exploration des concepts...

Pour répondre à toutes les questions, pour inventer des solutions... Pour devenir une alternative non capitaliste, non stalinienne, non imprégnée de pensée unique, même libertaire! Nous ne sommes pas des orphelins sociaux ni des zélés d'une « busherie » éducative. La diversité devient ainsi une force collective. Si l'assujettissement mondial des populations prend des allures complexes, nos réponses variées s'ancrent dans un socle commun d'éducation à la liberté par la liberté, d'apprentissage de la citoyenneté par la citoyenneté, de création culturelle par la créativité populaire.

Des mots importants, pour pas grand-chose: quelques espaces coopératifs, quelques quartiers ou villages pratiquant la démocratie directe, un peu de coopératives, un ersatz d'autonomie éducative. Évidemment, c'est peu, parfois ces espaces meurent trop vite pour être reconstruits ailleurs. Ils dépendent trop de l'énergie et de l'imagination sociale mais n'est-ce pas ce que nous avons le plus à partager? T.R.

# Répression politique au Québec

Plus de 1 750 arrestations à caractère politique depuis 1999

**Francis Dupuis-Déri**

Le

LE MILITANT MONTRÉALAIS Jaggi Singh ainsi que deux coaccusés viennent d'être acquittés d'une accusation liée à leur participation aux manifestations contre la réunion du G20 à Montréal en novembre 2000, manifestations qui avaient donné l'occasion aux policiers de charger à pied et à cheval et de procéder à une série d'arrestations. Mais Singh et bien d'autres ne sont pas au bout de leurs problèmes avec la justice puisque des centaines de militants et de manifestants font face à des accusations, le tout après une vague d'arrestations à caractère politique tout à fait exceptionnelle au Québec, et qui se poursuit depuis 1999.

Le 26 avril 2002, la CLAC (Convergence des luttes anticapitalistes) avait lancé un appel à protester contre la tenue à Montréal de la réunion des ministres du Travail et de l'Emploi du G8. Le rassemblement débutait à 16 heures au carré Dominion (en plein centre-ville) et, après un repas gratuit et quelques ateliers d'éducation populaire, la manifestation devait s'ébranler à 18 heures. La manifestation n'a jamais eu lieu. Alors que tout était paisible, les policiers lourdement armés ont encerclé sans avertissement le carré Dominion. Sans permettre aucune dispersion des citoyens ainsi piégés, les policiers les ont déclarés en « état d'arrestation » et les ont retenus plusieurs heures. Se retrouvaient arbitrairement pris au piège des citoyens qui désiraient manifester, des représentants de la Ligue des droits et libertés, des guides touristiques, des passants, etc. J'en étais. Les policiers parlèrent d'une opération « préventive ». Selon le porte-parole de la police de Montréal, le commandant André Durocher : « Ça n'a pas dégénéré parce que nous avons agi avant que ça ne dégénère. » (*Journal de Montréal*, 27 avril). Adieu, donc, la présomption d'innocence ! L'opération fut également lucrative, puisque 147 constats d'infraction de 138 \$ ont été distribués, la police puisant donc plus de 20 000 \$ dans les

poches mêmes des citoyens qui n'ont pu manifester.

Quelques semaines auparavant, soit le 15 mars, la police de Montréal arrêta 371 individus qui participaient à la manifestation organisée par le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP). Les manifestants voulaient dénoncer le harcèlement et la brutalité dont sont victimes les jeunes dans la rue, de sinistres histoires d'abus de pouvoir et commémorer la mémoire des trop nombreux Montréalais innocents tués par des policiers. Du côté de la police, le commandant Durocher – encore lui – décida d'éviter toute allusion publique au message politique des citoyens rassemblés, expliquant à un quotidien montréalais qu'il s'agissait principalement de « jeunes marginaux » qui « n'ont qu'un but, c'est de faire de la casse » (*Journal de Montréal*, 16 mars). On comprendra que les policiers n'avaient pas ces citoyens en très haute estime. Mais qu'en est-il de cette fameuse « casse » ? Une demi-douzaine de carreaux brisés et une camionnette de la police barbouillée de graffitis, le tout en début de manifestation. Plutôt inefficaces, donc, ces individus ayant la « casse » pour unique but. Bien sûr, les policiers exhiberont par la suite quelques billes d'acier retrouvées dans les sacs des manifestants. Mais cet arsenal rudimentaire et les dégâts causés ne peuvent à eux seuls expliquer une arrestation d'une telle ampleur.

Toutes ces arrestations portent à plus de 1 750 le nombre de citoyens arrêtés lors de manifestations politiques au Québec depuis 1999. Détaillons ce total si élevé : 66 étudiants arrêtés devant l'université du Québec à Montréal (UQAM) alors qu'ils dénonçaient une entente entre leur université et Coca-Cola (Montréal, automne 1999) ; 7 membres du collectif féministe « les Sorcières » arrêtées après l'occupation d'une église (Montréal, 7 mars 1999) ; 112 arrestations lors d'une

manifestation de COBP (Montréal, 15 mars 2000); 157 arrestations lors d'une marche à Westmount célébrant la fête des travailleurs (1<sup>er</sup> mai 2000); 46 arrestations lors de manifestations contre le G20 (Montréal, 24 au 24 octobre 2000); 463 arrestations lors des manifestations contre la libéralisation des échanges commerciaux et financiers panaméricains (Québec, avril 2001); 43 arrestations liées aux squats et aux manifestations de solidarité aux squatters (Montréal, été 2001); 82 arrestations lors d'une manifestation pro-palestinienne (Montréal, 29 septembre 2001), 371 arrestations à la manifestation du COBP (15 mars 2002) et environ 350 arrestations avant la manifestation de la CLAC du 26 avril 2002... Il faudrait y ajouter des arrestations de militants en région rurale, entre autres des écologistes, et d'autres encore dont les médias n'ont pas parlé et qui ont échappé à mon attention...

Cette liste n'est donc pas exhaustive, mais il ne semble pas exagéré de parler d'une véritable opération d'intimidation politique, voire de répression. Certains objecteront que les manifestants qui transgressent la loi n'auraient qu'à accepter la conséquence de leurs actes. Soit, mais alors comment justifier que la police arrête 371 citoyens pour six carreaux brisés, à moins de croire que les citoyens s'y soient mis à soixante à la fois pour lancer chaque caillou... Quant aux policiers, ils ne cherchent pas même à distinguer les manifestants respectueux des lois des contrevenants. Voilà quelques années que j'étudie la contestation politique et que j'assiste régulièrement à des manifestations. Ayant eu la chance de ne pas être arrêté le soir du 15 mars lorsque les policiers jusque-là bien cachés ont rapidement manœuvré et encerclé presque tous les manifestants, je peux témoigner que les quelque quatre cents citoyens rassemblés écoutaient calmement des discours. Devant ces citoyens calmes et immobiles, les autorités policières auraient pu déployer lentement leurs unités pour encourager les manifestants à se disperser. Au contraire, les policiers ont décidé d'agir par surprise et sans discernement et d'arrêter un maximum de citoyens. Ils n'ont à aucun moment cherché à distinguer les « casseurs » des pacifistes.

De plus, que des journalistes et des photographes de presse soient régulièrement un nombre des arrêtés (exemples: à Westmount, le 1<sup>er</sup> mai 2000, et à Québec en avril 2001) indique également que les policiers n'ont pas souci de distinguer le journaliste du manifestant. Les journalistes s'en tirent bien sûr grâce à leur carte de presse, mais les autres se retrouvent pris dans l'engrenage de la justice, chanceux si au passage ils n'ont pas été bousculés et brutalisés par les policiers si pressés d'arrêter en vrac leurs concitoyens.

Ceci ne veut pas dire, bien sûr, que les policiers ne ciblent pas ceux et celles qu'ils identifient comme les « leaders » « radicaux ». C'est le cas de Jaggi Singh qui avait été arrêté

(alors qu'il se tenait dans une zone calme des manifestations contre le sommet des Amériques à Québec) par des policiers en civil faisant irruption d'une camionnette banalisée et repartant avec lui sans que les autres manifestants n'aient eu le temps de réagir. Il avait alors passé plusieurs semaines en prison.

Comment expliquer cette vague de répression policière, à la fois ciblée et indistincte? La clef de l'explication semble être politique. Ces citoyens que la police s'acharne à intimider sont généralement associés à l'extrême gauche et au mouvement d'opposition à la mondialisation pseudo-libérale (pseudo, parce que l'État-providence existe encore et toujours lorsqu'il faut subventionner les grandes entreprises privées à même les fonds publics). Certains individus au sein de cette mouvance posent des actes que le Conseil de l'union européenne vient explicitement d'identifier au « terrorisme » (n° doc. 5712/1/02-Enfopol 18). C'est dire qu'ils n'ont pas la cote... Les policiers savent que les organisations politiques plus traditionnelles, comme les partis politiques et les syndicats, se désintéressent du sort de ces citoyens – pardon: « jeunes marginaux » – à qui on fait d'ailleurs porter le blâme dès qu'une manifestation tourne mal, même si la violence des manifestants est sans proportion avec celle des policiers. Le sommet de l'absurde fut atteint lorsqu'à Gênes, à l'été 2001, les chefs d'État du G8 accusèrent les manifestants de violence excessive le lendemain même où un policier avait tiré à bout portant et tué un citoyen. Les policiers ont compris qu'ils ont le champ libre pour casser les manifestations sans craindre d'être critiqués, si ce n'est par quelques médias « marginaux ».

L'année 2002-2003 a marqué une sorte de répit de cette action répressive: lors des manifestations contre le G8 au Canada, à l'été 2002, les policiers avaient opté pour une approche plus subtile, marchant au sein même des manifestants, par petits groupes et sans tenues anti-émeute, et n'hésitant pas à engager des discussion, voire à distribuer de l'eau. Il faut dire qu'en Amérique du Nord, les événements du 11 septembre 2001, suivis par l'invasion de l'Afghanistan et conjugués à cette vague répressive ont provoqué un flottement au sein du mouvement de contestation. Et ce G8 2002, tenu dans les Rocheuses, semblait si lointain qu'il était plus difficile d'entraîner des foules à descendre dans la rue pour y tourner un peu en rond... Les policiers ont tout de même encore une fois arrêté quelques militants considérés comme des « leaders ». Quant aux centaines des manifestants qui doivent faire face à la justice, plusieurs très certainement auront ainsi été intimidés et ne reprendront pas la rue de sitôt. Bref, les policiers sont les « véritables » casseurs: il s'agit de voir comment le milieu militant saura adapter ses tactiques en conséquence

F.D.-D.

## argentine

### MAQUINAZO Y ACTO POR SANTA FE



Frente a la Jefatura del Gobierno de la Ciudad de Bs. As. (Av. De Mayo y Bolívar)

**DEVUELVAN BRUKMAN A LAS TRABAJADORAS** **30/5 18 hs**

La ciudad también son sus fábricas  
Por una ciudad con trabajo digno  
**ASAMBLEAS POPULARES**

## Soutien aux Brukman

Les ouvrières ont ouvert deux comptes bancaires pour alimenter leur fonds de grève. Après avoir effectué un dépôt, il faut envoyer un courriel en spécifiant le montant, la date du dépôt et le lieu où il fut réalisé aux adresses suivantes : [prensabrukman2@yahoo.com.ar](mailto:prensabrukman2@yahoo.com.ar) et [comision\\_fabricasocupadas@yahoo.com.ar](mailto:comision_fabricasocupadas@yahoo.com.ar).

Les numéros de compte sont : Fondo Nacional de Huelga Banco Credicoop Suc. 001 Caja de Ahorro en Pesos 47756/6.

Titular : Leonor Olivares y otros Fondo de Lucha de Brukman Banco Nacion Suc. 0086 Caja de Ahorro en Pesos 0210604030.

Titular : Edelmira Durán y otros.

# L'anarchisme au Québec, c'est le fun !

**Wally Rosell**

**Dopés au sirop d'érable et au pemmican, les anars canadiens vont de l'avant. Un représentant de la Fédération anarchiste qui assista au 4<sup>e</sup> salon du livre anarchiste de Montréal en témoigne.**

Wally Rosell est militant du groupe Louise-Michel de la FA.

À L'OCCASION du 4<sup>e</sup> Salon du livre anarchiste de Montréal, la Fédération anarchiste était invitée à présenter les activités du mouvement anarchiste français. Autre objectif visé, tisser des liens, créer un réseau d'entraide à travers l'Atlantique afin de faire circuler livres, brochures, journaux dans les deux sens.

Voici les fruits des rencontres, cueillis sur trois jours, entre débats, salon, travail en atelier et... soccer (match de foot). Ces présentations ont pour but de vous faire découvrir le dynamisme du mouvement libertaire canadien. Il est à la fois très diversifié et capable de se mobiliser sur un objectif commun : la guerre en Irak, le sommet du G8 ou le Salon du livre.

## Collectif d'organisation du Salon

Il réunit des individus, des éditeurs, des librairies et des représentants d'organisation (une quinzaine de personnes permanentes).

« Pour cette année, nous avons été obligés de changer de lieu, car le précédent était devenu trop petit. En parallèle des tables d'éditeurs, de diffuseurs, de la librairie alternative (de Montréal) et des différents groupes présents (une soixantaine), nous organisons des débats et des ateliers qui ont permis de faire découvrir l'anarchisme et d'échanger nos points de vue sur les luttes actuelles : la guerre en Irak, les luttes sociales, les médias alternatifs (radio, web), le logement, le féminisme, la lutte contre les violences policières ou les transports gratuits.

« Cette année étaient attendues largement plus de mille personnes. Côté livres, étaient présents des éditeurs anglophones et francophones (surtout français). La Fédération anarchiste fut bien accueillie car le déficit de livres, de brochures anarchistes francophones est important au Canada. Cela coûte très cher de faire venir des livres de France ; et le « marché » intérieur est insuffisant pour toute autoproduction, tant pour les

classiques que pour les ouvrages traitant de l'actualité.

« Cette fête se situe dans le cadre du Festival de l'anarchie, où chaque groupe peut créer son propre événement, valoriser ses activités. Le salon est festif et tranquille, c'est un lieu parfait pour prendre un premier contact avec les anarchistes. La tradition libertaire est moins grande au Québec qu'en France. En venant ici, les visiteurs s'aperçoivent que les anars sont des gens tout à fait normaux. »

## Les « Sorcières »

Ce groupe se définit autour de trois axes : anti-patriarcat, anticapitaliste et anti-étatiste.

« Nous sommes presque toutes issues des milieux radicaux québécois. Nous avions le sentiment que le volet anti-patriarcat était le point qui était soulevé en dernier (et encore quand il restait du temps).

« Nous avons donc décidé de nous approprier un espace propre. Nos réunions (internes) sont non-mixtes, mais nous invitons les copains à nos actions. Notre première apparition a été l'occupation d'une église afin de dénoncer le rôle des religions dans l'oppression des femmes. Les « pro-vies » sont aussi une de nos cibles favorites (actions organisées avec le groupe féministe Némisys). Nous éditions un journal les Sorcières. »

## La Néfac

La Néfac (Fédération des communistes anarchistes du nord-est) regroupe des anglophones et des francophones du grand quart nord-est du continent.

« Nous intervenons prioritairement :  
— Sur les lieux de travail, dans et hors des syndicats (le système syndical canadien et américain a ses particularités), nous mettons en place des pratiques de démocratie directe lors des luttes et d'entraide sociale entre usines en conflit.

– Dans notre commune (communauté en québécois), nous participons aux luttes sur le logement, contre la pauvreté, etc.

– Enfin, face au racisme et au fascisme pour contrer les relents nauséabonds nord-américains, nous menons des campagnes et des actions de soutien aux « sans-papiers » de notre pays. Nous nous situons dans une perspective de luttes de classes.

» Le mouvement contre la guerre en Irak a été très profond au Canada. Les manifestations ont été parmi les plus importantes depuis 1945. Nous avons été surpris par l'ampleur et la teneur de ces manifestations qui n'étaient pas uniquement « pacifistes ». Par exemple, notre campagne de boycott contre Esso a été très appréciée. Nous avons participé à une coalition ouverte comprenant des syndicats et des associations. Nos positions (de principes) et propositions (concrètes d'entraide avec les Irakiens) y ont été très écoutées. Nombre de personnes ont changé leur point de vue sur l'anarchisme social. »

### **Le Trouble (journal anarchiste)**

Ce journal est né de la fusion de plusieurs fanzines qui ont décidé de publier un vrai journal anarchiste (francophone) pour sortir du « ghetto » militant et ainsi toucher plus de monde avec la même énergie.

« Nous avons une approche peu théorique, mais valorisant tout ce qui se passe sur Montréal et Québec. Le journal est vendu en kiosque depuis l'an 2000. Nous travaillons beaucoup avec la Néfac sur l'actualité sociale. À l'approche du 1<sup>er</sup> juillet, le sujet du logement va monter en puissance, nous rendons compte de toutes les initiatives autour de cette date fatidique pour les locataires du Canada. »

### **Le Couac**

Journal satirique qui pourrait être la synthèse du Canard enchaîné et de Charlie Hebdo. C'est un journal de contre-information critiquant les médias officiels ou aux mains des conglomerats capitalistes.

« Nous sommes entre vingt et trente collaborateurs réguliers (bénévoles). Nous sommes distribués dans les kiosques et nous avons 700 abonnés, ce qui est bien pour le Québec. Pas de financement d'État ou lié à la publicité. Ce qui représente un effort considérable pour tout le monde. Nous publions des dessins de Charlie et du Rire. Notre fonctionnement est très libertaire et collectif. L'essentiel du journal est rédigé par des membres du collectif, mais aussi par des contributions occasionnelles. »

### **Le Centre des médias alternatifs**

Le Cemaq, c'est la partie « Québec » du réseau Indymédia.

« Nous sommes un site de publication ouvert à toutes et à tous, nous recevons des articles, de l'audio et de la vidéo. Nous organisons des événements, des actions ou des projets d'éducation populaire dont le but est d'acquérir une lecture « critique » du système



Pascale et Patrick Lingueglia

d'information en général. Nous travaillons sur un portail de publication accessible aux citoyens afin qu'ils puissent publier directement une information. Notre gros projet actuel, c'est d'organiser une fédération des médias alternatifs : papier, web, radio, télévision, libertaires, communautaires, etc. En moins d'un an, nous sommes déjà une quinzaine. Cet été, nous montons une caravane qui parcourt l'ensemble du Québec afin de présenter une offre globale à toute la population, y compris dans les petites collectivités. Notre fonctionnement est autogestionnaire, nous travaillons par projet, et les grandes décisions sont prises au consensus en AG. Les derniers événements internationaux comme les guerres en Afghanistan et en Irak nous ont rendus très populaires. »

### **Opposé à la brutalité policière**

Le COBP (Collectif opposé à la brutalité policière) travaille sur plusieurs niveaux.

« Notre collectif est né en 1995, suite à une contre-manifestation contre "Human life". Un groupe de contre-manifestants a été arrêté (au hasard) par les policiers. Le collectif de soutien né de cette injustice s'est rendu compte qu'il y avait un besoin d'informations auprès des jeunes des quartiers

pauvres. C'est par centaines que ce type d'arrestation s'opère dans les manifestations un peu radicales.

» Nous essayons d'informer la population sur ses droits face à la police, ou face aux délires antiterroristes, nous distribuons gratuitement des brochures, des tracts sur ces sujets. Deuxième axe fort : un soutien aux victimes des brutalités policières. Par exemple, nous les aidons à porter plainte de la façon la plus efficace, mais, recourir à la justice en Amérique du Nord nécessite des moyens financiers que nous n'avons pas. Nous travaillons avec des juristes avant de distribuer les informations. Nous avons aussi à lutter contre les médias "officiels" qui systématiquement reprennent la seule version des policiers, autrement dit, ce qui les intéresse c'est de montrer des manifestants en train de casser quelque chose. Depuis peu, nous développons une nouvelle activité : le "cop-watch". Nous surveillons – ostensiblement – la police avec des caméras vidéo, au cours de manifestations ou de rassemblements. C'est à la fois une action préventive : ils hésitent à dépasser leurs droits, et cela peut devenir une preuve en cas de plainte. Cette année, nous avons aussi participé à la journée internationale contre la brutalité policière du 15 mars. »

W.R.



# Individualisme anarchiste et féminisme à la « Belle Époque »

Céline

# Les

LES LIENS entre le mouvement anarchiste et le mouvement féministe sont loin d'avoir été toujours très clairs. Tout commence, mal, avec Proudhon et son fameux « ménagère ou courtisane ». Puis, avant la Première Guerre, alors que le mouvement féministe prend de l'ampleur, les anarchistes critiquent et rejettent les revendications concernant le droit de vote ou l'accès à des professions libérales pour les femmes. La liberté n'est pas quelque chose que l'on doit recevoir, il s'agit de la prendre.

C'est donc des démarches nettement plus pratiques que les anarchistes vont privilégier, comme le montre leur engagement dans la propagande néo-malthusienne. Défiant l'héritage même de Malthus qui se transforme en « encouragement au péché et à l'agitation sociale »<sup>1</sup>, ces derniers diffusent idées sur la réduction des naissances – facteur d'émancipation individuelle – et moyens pratiques de contraception ou pour avorter, corollaires indispensables à la libération sexuelle. C'est ainsi que se forment des ponts entre le mouvement anarchiste et des féministes comme Madeleine Pelletier ou Nelly Roussel.<sup>2</sup> Mais c'est également par ce biais que s'accroît la division avec le mouvement féministe dans son ensemble. En effet, la majeure partie des féministes tombe d'accord sur le contrôle des

naissances, mais s'oppose à l'avortement et même à la contraception. Ces pratiques rendent les femmes impures et trop semblables aux prostituées. Elles préfèrent célébrer la maternité que le libre épanouissement sexuel.

Au contraire, du côté des anarchistes, la question sexuelle est tout à fait centrale, et c'est souvent par elle que se pose la question de l'émancipation de la femme : la femme ne pourra donner libre cours à ses désirs que si elle n'est plus à la merci de son mari, compagnon ou amant. Les compagnons prônent l'amour libre, pratiquent plus généralement l'union libre. Les compagnes sont loin d'être toutes acquiescentes à ces idées. Il faut bien reconnaître que la plupart des couples sont « demi-anarchistes ». Certains s'en contentent, comme le souligne Sophia Zaïkovska, une anarchiste individualiste et féministe : « L'émancipation de la femme est, selon moi, très mal posée chez les anarchistes. La femme n'est guère envisagée que comme épouse ou amante, que comme complément de l'homme et incapable de vivre sa vie pour et par elle-même. »<sup>3</sup> D'autres reconnaissent alors la nécessité de l'émancipation de la femme. Aux anarchistes se pose le même problème qu'aux républicains quelques années auparavant : Jules Ferry voulait donner des compagne

républicaines aux hommes républicains, seul moyen d'éviter le divorce entre la femme croyante et le mari libre penseur (Les filles auront alors accès à un enseignement secondaire mais qui n'a ni la durée ni l'ampleur des vus de son équivalent masculin). Il est clair que les femmes sont également des compagnes (possibles obstacles à la lutte ou dangers de démobilité), des mères (les appels antimilitaristes faisant appel au sentiment des mères sont nombreux dans les écrits anarchistes) et des éducatrices.

Les quelques femmes anarchistes ne s'arrêtent cependant pas à ces considérations virocentriques, basées sur le « manque de femmes » dans les milieux anarchistes. Des discussions émergent au sein des journaux sur le partage de la responsabilité vis-à-vis de l'enfant ou des tâches ménagères. On recherche la coéducation (la mixité) pour les enfants dès leur plus jeune âge, ce qui doit permettre une meilleure entente hommes-femmes, en partie au niveau sexuel.

Et s'il est rarement possible d'identifier les femmes autrement que par leur compagnon, quelques-unes sortent de l'anonymat par leurs écrits, leur participation à des conférences, ou leurs habitudes de vie. Quelques oubliées (notamment par le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier) et qui sont pourtant, encore aujourd'hui, plutôt étonnantes...

Il apparaît que la presse représentant la tendance individualiste, *l'Ère nouvelle*, *l'Anarchie* ou la *Vie anarchiste*, a été créée puis gérée par des couples plus que par un homme: au côté d'E. Armand, on trouve Marie Kügel<sup>4</sup>, au côté de Libertad, Anna Mahé (et quelques années plus tard Rirette Maitrejean avec Victor Serge) et au côté de Georges Butaud, Sophia Zaïkovska. Il n'est qu'à remarquer l'irritation qui perce dans certains rapports de police face à la prise en main de *l'Anarchie* par Anna Mahé pendant le séjour en prison de Libertad. De plus, de nombreuses femmes écrivent des articles dans ces périodiques, ou du moins sont incitées à le faire. Et les réflexions se développent quant aux moyens de favoriser l'émancipation économique de la femme. Quant à l'émancipation sexuelle, on apprend que Sophia Zaïkovska vécut un « amour plural » tout à fait heureux, ou simplement que les anarchistes, après mariage, avaient souvent plusieurs compagnons dans leur vie, et ce contrairement aux normes sociales en vigueur. Ainsi, Émilie Lamotte, institutrice, artiste peintre, écrivant pour *le Libertaire* ou *l'Anarchie* eut au moins trois compagnons dans sa vie (elle pensait que la « constance » n'était pas une chose naturelle); Rirette Maitrejean qui après s'être

mariée avec un illégaliste, fréquenta Mauricius, un individualiste, puis Kibaltchiche (plus connu par la suite sous le nom de Victor Serge). Ces femmes ont généralement dépassé les difficultés autour de l'entente sexuelle pour pouvoir se consacrer de manière plus intense à leur idéal anarchiste. Où l'on voit que l'idéal anarchiste engageait à une réflexion sur le mode de vie quotidien, à une pratique de la liberté plutôt que l'attente de sa reconnaissance sociale.

Il semble finalement, lorsqu'on observe les milieux individualistes que les femmes, aussi peu nombreuses soient-elles, vivaient alors une situation économique, morale ou sexuelle relativement égalitaire avec leurs compagnons. « Vivre en anarchiste », tel que le préconisait les individualistes ne pouvait se comprendre que comme émancipation de

l'individu, sans distinction de sexe, même si l'on reconnaissait que la femme avait un plus long chemin à parcourir pour y parvenir.

On est alors enclin à penser plutôt à un décalage entre anarchisme et féminisme qu'à une insuffisance de l'un par rapport à l'autre; le féminisme se concentrant sur les droits des femmes (ce qui en est la définition stricte), l'anarchisme sur une mise en pratique au quotidien. Pour finir, il est une chose qui surprend dans les textes de l'époque, dans la manière même dont les femmes s'adressent aux femmes et qui serait (est) fort mal vue aujourd'hui: ces femmes savent parfaitement que si elles ne se prennent pas en main, personne ne le fera pour elles, et qu'elles ne réaliseront pas leur émancipation en se posant constamment en victimes, en faisant appel à un ordre moral ou à la pitié. C.



1. Francis Ronsin, *La Grève des ventres. Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Aubier, 1980, p. 31.

2. Elle fut l'une des personnalités les plus en vue du féminisme radical et une oratrice active pour la propagande néo-malthusienne.

3. S. Zaïkovska, « Le féminisme », *la Vie anarchiste*, 1<sup>er</sup> mai 1913, n° 12, reproduit dans « Communautés, naturiens, végétariens, végétaliens, crudi-végétaliens dans le mouvement anarchiste français », supplément à *Invariance*, Nexon, n° 9, 1994, p. 157.

4. (1872?-1906) Compagne d'E. Armand avec qui elle fonda *l'Ère nouvelle* en 1901 et vécut sans doute de 1902 à 1906 « en-dehors de la morale ». Elle participa activement à la rédaction du journal auquel elle enjoignit les femmes de participer dès son premier article. Elle fit partie des 250 premiers sociétaires pour la constitution du milieu libre de Vaux, et la partie de la circulaire concernant le statut des femmes avait été rédigée par ses soins. Il semble qu'elle se préoccupa principalement de l'émancipation féminine, comme des réalisations pratiques de la « Cité future » (préoccupation essentielle du journal).

## refuzniks israéliens



Tamir Sorek et Fabienne Messica, *Refuzniks israéliens, ces soldats qui refusent de combattre en territoires occupés*, éditions Agnès Viénot, collection « Moisson rouge ».

**CE LIVRE** ne satisfera aucun des deux camps, puisque son parti pris est celui d'un dépassement de la situation actuelle. C'est ce qui le rend un peu étonnant: on se demande s'il n'existe pas deux livres en un. On pourrait penser que c'est parce qu'il a été écrit par deux personnes. Cette explication me semble insuffisante. Il y a deux livres parce qu'il y a deux niveaux de discussions.

Le premier ce sont les faits: il existe des soldats en Israël qui refusent de combattre dans les territoires occupés. Cette objection de conscience est forte parce qu'elle émane de soldats confirmés et d'hommes reconnus, qui parlent au nom d'eux-mêmes. Ils sont juifs, ils n'ont pas de doutes existentiels et ils mettent en cause l'institution centrale d'Israël: l'armée. Pour eux, cette armée ne défend pas les juifs, ni Israël, en mettant en œuvre la répression contre les Palestiniens, la destruction des infrastructures palestiniennes. Ils parlent de crimes de guerre, d'atteintes graves aux droits de l'homme, d'apartheid de fait, de traitement injuste et inégal, de colonisation. Il y a bien ce premier niveau de description dans le livre, mais il y en a un second, qui arrive peu après, il s'agit de la sortie de la situation de blocage qui existe là-bas.

Les refuzniks sont devenus un des éléments qui pourrait permettre de reconstruire le camp de la paix en Israël même. Leur parole touche juste, leurs arguments sont solides. Le refus de la double contrainte provoque le respect: ils refusent de mettre en pratique ce qui contredit la démocratie et l'universel des droits de l'homme. Cet idéal est celui énoncé par Israël, et il est bafoué dans les faits. Les refuzniks rencontrent dans leur démarche des problèmes moraux, des questions politiques, la culture militaire et le féminisme, la question sociale qui recouvre celle de la colonisation. Cet ouvrage nous présente de l'intérieur le débat entre les juifs et les sionistes ou les post-sionistes. La description de ce qui est demandé aux soldats est précise: arrestations arbitraires, mises au secret, destruction de maisons, de vergers, tortures, tirs sur les ambulances et les civils, emploi des boucliers humains palestiniens pour se protéger, enfermement et étouffement de toute une nation, harcèlement, humiliation, etc. On apprend que beaucoup de refus ne s'assument pas ouvertement, les refuzniks ne représentent qu'une petite partie des personnes qui refusent de se soumettre à l'obligation de servir dans l'armée israélienne, un quart d'une classe d'âge chaque année. L'armée préfère cela pour ne pas amplifier le mouvement et l'admettre officiellement. La répression par la prison s'est renforcée. Souvent, les soldats ont besoin d'alcool et de haschisch pour tenir le coup. Nous sommes loin de l'héroïsme vanté par le sionisme des débuts.

La suite du livre porte sur l'analyse de la situation et le changement que provoque l'apparition des refuzniks dans le débat public en Israël. Ce livre essaie de parler du point de vue

du camp de la paix. Il préconise la discussion contre la force, la solidarité concrète et le compromis. Il propose d'accepter le miroir sur soi-même et engage à refuser le manichéisme, la diabolisation de l'autre. Cette approche laisse à penser qu'une union est possible tout en respectant la différence. Le livre refuse très clairement l'amalgame, les simplifications, les caricatures, et voudrait que cesse la stigmatisation. Il essaie de montrer qu'il faut faire attention aux mots que l'on emploie. Il souhaite une égalité de traitement pour les deux parties en présence.

Tamir Sorek et Fabienne Messica posent la question des modèles pour l'analyse, parce que la situation est complexe. L'intrication des débats sur le colonialisme, le fascisme, le sionisme, le religieux, le politique ne facilite pas la tâche.

Les certitudes sont dangereuses. Le pathos et l'existential sont tellement présents qu'il est difficile de prendre un peu de recul. Une question apparaît centrale: est-ce seulement l'ennemi qui détermine notre pensée et notre action? Nos désirs, nos idées ont-elles encore un peu d'autonomie pour déterminer nos actes? La question de la démocratie est posée pour Israël, mais aussi, par contrecoup, pour la Palestine et les pays environnants.

L'impuissance est assumée comme le résultat d'une radicalisation trop poussée, le droit du plus fort bloque la pensée et l'action. Le recours au divin et le désir de vengeance n'aident pas à sortir des fantasmes et de l'imaginaire. L'archaïsme est encore présent dans la situation. Les impasses sont inévitables, si le tout ou rien est l'aune du raisonnement.

La voie proposée par les personnes qui ont écrit le livre est celle de l'analyse de la complexité et de la nuance. La distinction est nécessaire pour essayer de comprendre les différentes composantes de la situation. Le lien entre la pensée et la vie concrète oblige à se poser la question du réel et du symbolique. Les compromis impliquent des concessions de part et d'autre, une fois que la volonté d'apartheid aura cessé. Ce qui peut être réalisé et la recherche de l'équilibre pour sortir du blocage demandent que l'on expérimente, que l'on essaie autre chose. Si la peur reste aux commandes des deux côtés, il sera impossible d'arriver au respect mutuel.

Les atteintes à l'image de l'autre visent à délégitimer le camp adverse. Construire la paix, c'est donc accepter l'autre et sa différence.

Les refuzniks nous poussent à améliorer notre pensée, à développer une pensée froide pour avoir une vie plus chaude, comme dirait Sloterdijk. Nous devons accepter de revoir nos modèles, tout en continuant à nous battre contre l'inacceptable des deux côtés. On peut être en désaccord avec certaines analyses proposées ici, mais il est indéniable que les arguments développés dans cet ouvrage stimulent la réflexion. C'est pour cette raison qu'il me paraît important de lire ce livre avant qu'il ne soit trop vite oublié.

Philippe Coutant

## Oiseau-tempête

C'EST UNE ABONDANTE livraison de cinquante-six pages que nous offre la revue *Oiseau-tempête* pour son dixième numéro. Celui-ci est en partie consacré à la critique du travail, de ses simulations et avatars modernes (fausses entreprises pour la formation des chômeurs et « travailleuses du sexe »), et des impasses du syndicalisme, même soi-disant radical. On relèvera également la longue contribution de Charles Reeve, intitulé « Les forteresses fragiles » dans laquelle le coauteur d'une récente biographie de l'incendiaire du Reichstag brosse une fresque de l'évolution du capitalisme. Récusant le réformisme et le jacobinisme de la social-démocratie, l'auteur en appelle à l'arme de la critique pour « se frayer un chemin dans les ruines de l'ancienne politique ». C'est aussi le sens d'un texte à visée programmatique, ironiquement intitulé « À vol d'oiseau », dans lequel les animateurs de la revue précisent, pour la première fois, le fonctionnement de leur collectif et leurs partis pris théoriques : « S'il fallait qualifier le courant dans la tradition duquel nous nous situons et le projet que nous poursuivons, nous pourrions retenir les termes communiste, libertaire et internationaliste. » S'il est un regret que l'on peut formuler concernant ce numéro, c'est précisément qu'il ne contient que peu de références à la situation internationale, sauf dans un dossier consacré à « La guerre dans tous ses états », où l'équipe d'*Oiseau-tempête* reprend et développe les thèmes de plusieurs tracts qu'elle a diffusés pendant le récent conflit d'Irak. On peut trouver matière à réflexions moins austères dans des textes comme ceux de Gilles Houssard à propos de W. Reich ou de Carmine Mangone sur la poésie. Signalons encore une méditation à la fois surprenante et stimulante d'Étienne Anclin sur le nihilisme en acte de ceux qui, tel Richard Durn à Nanterre, ont assassiné des personnalités politiques ou attenté à leur vie. Les lecteurs habitués de l'*Oiseau* apprécieront sa maquette aux superbes illustrations, dont certaines sont dues ici à Barthélémy Schwartz, également signataire d'une réflexion sur l'« équité » comme arme idéologique du nouveau capitalisme.

*Oiseau-tempête*

21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris  
oiseau.tempete@internetedown.org  
site web : <http://internetedown.org/oiseautempete>  
N° 10, printemps 2003, 56 p., 3,50 euros.

À l'occasion de la parution de ce nouveau numéro, les lecteurs et lectrices intéressés pourront rencontrer l'équipe de la revue le jeudi 19 juin prochain, à partir de 19 h 30, au CICP, 21 ter, rue Voltaire, Paris 11<sup>e</sup>.



IL Y A QUELQUES SEMAINES, le gouvernement proposa une réforme des retraites. Mais quelle réforme ! Encore une nouvelle mesure pour mener la vie dure et impossible aux pauvres... Augmentation du temps de travail pour gagner moins, voilà à quoi cela pourrait se résumer, évidemment pour le petit peuple car eux, là-haut, leur retraite est aussi confortable que leur revenu ; comme toujours, les lois qu'ils créent ne les concernent pas. Puis il y a eu les protestations de la part des syndicats, et la grève presque générale du 13 mai.

Le soir, des discussions patrons-syndicats, pour éviter de trop violentes émeutes car le texte était déjà abouti depuis longtemps et les conversations ne pouvaient rien y changer car « ce n'est pas la rue qui commande », eurent donc lieu. Et un accord, enfin, accord est un mot trop pompeux car c'est un texte formé de profonds abandons des syndicats, et des concessions de surface de la part du patronat, texte duquel la CFDT déclara qu'il était tout à fait « acceptable ». « Tout le monde s'en réjouit », affirme Jean-Marie Thullis, l'homme chargé de négocier pour la CFDT. S'en réjouit ? D'abord de quel droit ose-t-il parler au nom de tous ? Et de quoi pouvons-nous nous réjouir ? Pour moi, il n'y a aucune raison de se réjouir. Au contraire, cela devrait nous inquiéter et provoquer en nous cette question « Jusqu'où vont-ils aller ? » Je ne reviendrais pas sur les précédentes mesures déjà prises par ce gouvernement, cela serait trop long.

Il est vrai que ce Thullis correspond fort aux syndicats dont parlait Coluche : déjà en 95, il approuvait le plan Juppé ; il a rapidement tourné sa veste. Mais quelles ont été ces concessions ? La retraite au minimum à 85 % du Smic, au lieu de 75 %, le malus baisse de 10 % à 5 %, la retraite sera calculée sur les six derniers mois et non sur les trois dernières années. Laissez-moi donc rire, mais rire jaune. Mais de qui se moque-t-il ? Comment pouvons-nous vivre déjà avec le Smic, alors 85 % ; non, cela ne s'appelle

plus vivre, mais vivre, survivre... périr. Et les cotisations vont augmenter de 0,2 % ; le gouvernement promet que cette augmentation sera compensée par une baisse ailleurs, mais où ? Une baisse qui profitera aux plus riches ?

Ceci est « le maximum de ce que le gouvernement peut proposer », dit Fillon. Eh bien il ne peut pas grand-chose ; mais je remplacerais le verbe pouvoir par vouloir, cela serait plus proche de la réalité. Et il « demande au fonctionnaire un effort très important sur beaucoup de sujets et sur un temps très court » (toujours aux mêmes de se sacrifier). Quatre syndicats (FO, CGT, FSU, Unsa) dénoncent un accord conclu dans leurs dos, et je rajouterais contre les intérêts des travailleurs en faveur de ceux du patronat.

Évidemment, une solution est fort simple pour les retraites. J'entends partout qu'il faut sauver le système par répartition. Mais pourquoi ? Je ne vois guère en quoi ce système est génial. Au début, j'avais pensé que chacun épargnait ce qu'il voulait, mais une grande majorité gagne déjà si peu que cela lui serait impossible. Non, il faut prendre l'argent où il est. Dans son intervention sur France 2 dans « 100 minutes pour convaincre », émission qui porte mal son nom, Fillon ne cessait de parler de solidarité entre les Français, son seul argument d'ailleurs, qu'il le mette donc en application ! Là où il est, l'argent ruisselle à flots, ses rivières sont si abondantes qu'elles n'auraient aucun mal à servir chacun.

Mais je me laisse emporter par mes rêves et j'oublie que cette solution est impossible, bien que de nombreuses personnes la proposent. Cela appauvrirait les gros bonnets. Non, cela n'est vraiment pas possible. Il leur faut préserver leur argent. C'est à nous, qui possédons infiniment moins, de nous sacrifier de nouveau, cela est si évident.

Amilkary,

lectrice du Monde libertaire

## Vendredi 6 juin Montpellier

Dans le cadre du Quatrième Congrès des Sciences de l'Homme organisé par la revue Cultures en mouvement du 4 au 7 juin au Corum, Roger Dadoun animera de 17 h 30 à 19 heures une table ronde sur le thème « Violence créatrice : art, Anarchie & psychanalyse », avec la participation de A. Strid, plasticienne, poète, et Didier Giraud, fondateur de Liber-Terre.

## Samedi 7 juin Paris 11<sup>e</sup>

Forum à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, autour de la CGTU, avec Sylvain Boulouque, à 16 heures.

## Du 12 au 14 juin Périgueux

Le Collectif libertaire organise le festival des résistances. Contact : Collectif libertaire, l'Essentiel, 18, rue des Mobiles, 24000 Périgueux. 0680810391.

## Samedi 14 juin Paris 11<sup>e</sup>

Forum à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, autour des anarchistes confrontés aux luttes coloniales, avec Sylvain Boulouque, à 16 heures.

## Paris 18<sup>e</sup>

Rencontre à la bibliothèque la Rue avec Lucio (l'Irréductible), 10, rue Robert-Planquette. M<sup>o</sup> Blanche ou Abbesses. Entrée libre !

## Redon

A partir de 14 heures : grande manifestation, organisée par le réseau « cohérence » réunissant tout le grand Ouest (voire plus si le cœur vous en dit), pour un véritable développement durable. La FA y sera présente pour revendiquer la décroissance et anti-productivisme.

## Dimanche 15 juin Saint-Nazaire

Pique-nique de protestation contre le projet d'extension du port de Donges-Est organisé par le comité contre le saccage de la Loire. Rendez-vous à 11 h sur le site. Comité contre le saccage de la Loire, Maison du peuple, 44600 Saint-Nazaire.

## Mardi 17 juin Aimargues (30)

Colloque *Vivre avec... la créativité* avec notamment Jacques Lesage de La Haye de 14 à 20 heures, salle L.-Dumas.

## Jeudi 19 juin Vannes

À 20h30 à la maison des associations 5, rue de la tannerie, conférences organisées par les groupes René Lochu et Francisco Ferrer avec Alicia de la Fédération libertaire argentine. Les thèmes abordés seront : la situation actuelle en Argentine, le FMI, la privatisation des services publics, l'organisation des résistances (à ce capitalisme totalitaire).

## Vendredi 20 juin Lorient

À 20h30 à Lorient (cité Allène) conférences organisées par les groupes René Lochu et Francisco Ferrer. Même thème que la veille à Vannes.

## Fernand Pelloutier et les Bourses du travail

Vendredi 6 juin  
à 19 heures :

Projection-débat autour de *Fernand Pelloutier et les Bourses du travail*, documentaire écrit et réalisé par Patrice Spadoni au Mille bâbords, 61, rue Consolat, 13001 Marseille (Métro Réformés). Tél./fax : 04 91 50 76 04.

Fernand Pelloutier, anarchosyndicaliste, fut l'un des principaux artisans d'une expérience hors du commun du début du xx<sup>e</sup> siècle, celle des Bourses du travail. Espaces de contre-pouvoir, bureaux de placement, foyers d'action culturelle et de formation professionnelle, elles furent des centres de la résistance ouvrière, avec en perspective, selon la formule de Pelloutier, « la révolution par la grève générale ».

Organisé par : Histoire Radicale (BP 2326, 13213 Marseille CEDEX 02) et Mille bâbords. Avec la participation de : Alternative libertaire (Marseille), c/o Mille bâbords, 61, rue Consolat, 13001 Marseille. Contact : [marseille@alternativelibertaire.org](mailto:marseille@alternativelibertaire.org) Union locale SAM-CNT, 12, rue de l'Évêché, 13002 Marseille. Contact : [sam@cnt-f.org](mailto:sam@cnt-f.org) École émancipée (GD 13), c/o Mille bâbords, 61, rue Consolat, 13001 Marseille. Contact : [Stambul.pierre@wanadoo.fr](mailto:Stambul.pierre@wanadoo.fr)

agenda

## La Tordue avale la route

### Jeu 5 juin

**Si vis pacem:** à 18 heures, Basta les armes pour objecter à « l'esprit de défense »! Sortir l'aéronautique de guerre au salon du Bourget.

### Vendredi 6 juin

**Enjoy polar:** à 12 heures, interview du new-yorkais Lawrence Block (*Cadrillon, mon amour*, éditions Le Seuil), sur le statut de l'écrivain dans les USA contemporains...

**Jazz en liberté:** à 22h30, avec Daniel Humair quartet, Charnett Moffett groupe, Chick Corea, Steve Kujala, Éric Dolphy quintet, François Jeanneau trio, Jim Pepper quartet, Dee Dee Bridgewater quartet, Jimmy Gourley quartet et Miles Davis Big Fun.

### Samedi 7 juin

**La philanthropie de l'ouvrier charpentier:** de 10 heures à 11h30 diffusera l'interview d'Henri Gougaud publiée dans le *Monde libertaire* n° 1320.

**Chroniques rebelles:** à 15h30, cinéma, *Zorros, zéros et zoos* et dossier de la revue *Jeune cinéma*.

### Mercredi 11 juin

**Blues en liberté:** à 10h30, les souffleurs, chanteurs...

### Jeu 12 juin

**Si vis pacem:** à 18 heures, théâtre Tambour tâtant avec les Pieds sur scène et Francis Vladimir, Jean-Michel Platier (sous réserve) des éditions Bénéfice.

### Vendredi 13 juin

**Jazz en liberté:** à 22h30, avec Steve Coleman, Trevor Watts, Ornette Coleman Science Fiction, Charles Tyler quartet, Arnaud Sacase quartet, Rob Brown quartet, Lou Donaldson quintet, Laurent Geniez quartet et Henry Threadgill quintet.

### Dimanche 15 juin

**Des mots, une voix:** à 15h30, avec Anna Rozen pour sa préface de *Pensées* réussi! de Jean de Tinan.

### Mercredi 18 juin

**Blues en liberté:** à 10h30, l'unique Robert Pete Williams.

**89,4 MHz**  
en région parisienne

### Date et lieux des concerts prévus

#### Mai

jeudi 29, Périgueux, au Réservoir.  
vendredi 30, Vernouillet à la Scène.

#### Juin

samedi 7, Saint-Brieuc, festival Art-Rock  
vendredi 27, Maubeuge, festival Les Folies de Maubeuge.

samedi 28, Melun, festival Chansons sympas.

#### Juillet

jeudi 3, Cluses, festival Musiques en stock.

samedi 5, Paris, Solidays.  
dimanche 6, Aix-les-Bains, festival Musilac.

jeudi 10, Carmaux, Cap Découverte.

vendredi 11, Crest,

Festival en herbe.

samedi 12, Pont-de-Vaux, Festivrac Festival.

mardi 15, Marseille, festival de Thau.

mercredi 16, Vienne,

Festival les authentiques.

vendredi 18, Saint-Julien,

Festival de bouche à oreille.



samedi 19, Saint-Malo-du-Bois, Festival les arts à la campagne.

dimanche 20, Lagrasse, festival Abracadabracce.

mardi 22, Cannes, Palm Beach Festival.

jeudi 24, Nyons (Suisse), Paleo festival.

samedi 26, Malestroit, Pont du rock Festival.

Pour ceux qui ne connaissent pas la Tordue, vous pouvez visiter leur site: [www.latordue.com](http://www.latordue.com)

### 1<sup>ère</sup> édition du 2 au 13 juin

2003 à USTL Culture – Espace culture – Cité Scientifique – Villeneuve-D'Ascq

Métro: Cité-Scientifique  
Tél.: 03 20 43 69 09

Depuis quelques années, certains médias cherchent le côté superficiel de la Gay Pride. Aujourd'hui, le gayto a son œuvrer en ce sens. Un grand carnaval de fierté défile avec une représentation de l'homosexualité sans message politique. La manif se transforme en pure commerce. Et quelle fierté! Cette parade peut évoluer vers un festival « pride-off ». Où tout le monde, hétéro-homo-bi-transe, échangent leurs points de vue.

### Samedi 7 juin à 19h30

Paf: 3 euros

**Punk-Off...**

Issue de secours (Lille)

Vous êtes perdus et frustrés dans une société invivable, quelle issue? Mais si! Quatre joyeux lurons révoltés balançant rock'n'punk-ska apportent du secours; n'ayez pas peur! Entrez! Ce ne sont pas des troublemakers, mais bien des individus clashés! Avec deux ans de concert ils bougent plus vite que leur ombre.

## Pride off, un festival bio-constructif

**Beti ciclopp (Bruxelles)**

Depuis deux ans, deux filles et trois garçons jouent l'électropunk-ton-père, partis d'une idée simple, entre synthés et boîte à rythme des années quatre-vingt et voix criardes des années soixante-dix. La société reprise avec tous ces dérapages. Des mélodies changeantes donnent l'impression d'être ailleurs.

### Mercredi 11 juin à 19h30

Paf: 3 euros

**Théâtre-off...**

– Théâtre: Preparadise sorry now de Rainer Werner Fassbinder.

ThéâtreAktion du Centre culturel libertaire, une troupe au nom explicite, se met au service d'auteurs subversifs des années soixante-dix. Ici, l'un des premiers textes de Rainer Werner Fassbinder, où il donnait déjà

libre cours à son cynisme, à sa cruauté et à son impertinence.

**En lien avec...**

Androzine

([http://groups.msn.com/an\\_drozin](http://groups.msn.com/an_drozin))

l'Interdit ([www.interdits.net](http://www.interdits.net))

Vegantekno (<http://vegan-tekno.org>)

USTL Culture ([www.univ-lille1.fr/culture/](http://www.univ-lille1.fr/culture/))

Radio Boomerang - 89.7 FM ([www.radioboomerang.com](http://www.radioboomerang.com))

Klub Radikal >éliot ([klubradikal@camail.com](mailto:klubradikal@camail.com))

Les productions du Centaure

**Contact**

[stefxxl@free.fr](mailto:stefxxl@free.fr)

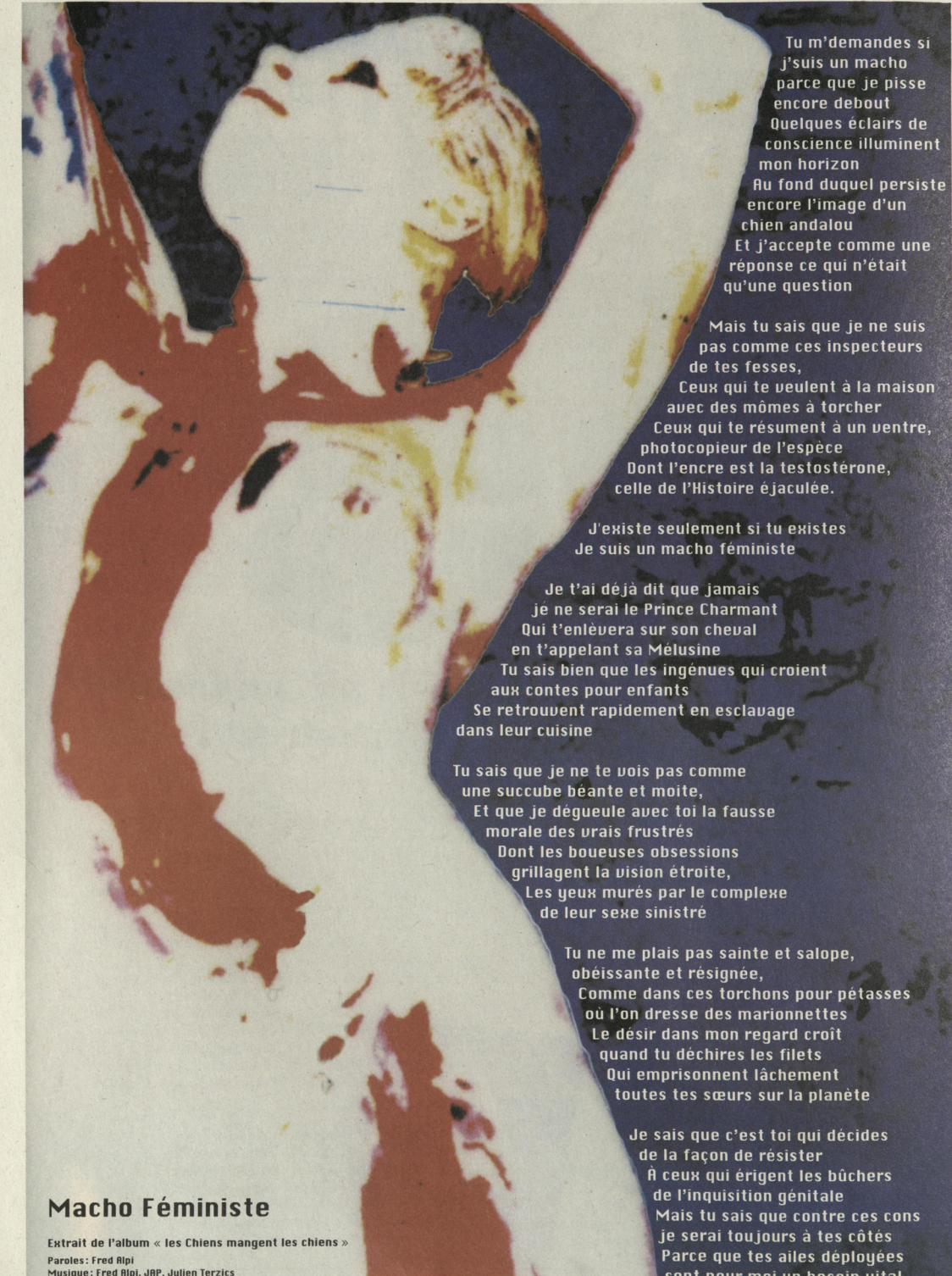
ou Radikal Fuck,

c/o Centre culturel libertaire

4, rue de Colmar,

59000 Lille

Tél./Fax: 03 20 42 82 72



Tu m'demandes si  
j'suis un macho  
parce que je pisse  
encore debout  
Quelques éclairs de  
conscience illuminent  
mon horizon  
Au fond duquel persiste  
encore l'image d'un  
chien andalou  
Et j'accepte comme une  
réponse ce qui n'était  
qu'une question

Mais tu sais que je ne suis  
pas comme ces inspecteurs  
de tes fesses,  
Ceux qui te veulent à la maison  
avec des mômes à torcher  
Ceux qui te résument à un ventre,  
photocopieur de l'espèce  
Dont l'encre est la testostérone,  
celle de l'Histoire éjaculée.

J'existe seulement si tu existes  
Je suis un macho féministe

Je t'ai déjà dit que jamais  
je ne serai le Prince Charmant  
Qui t'enlèvera sur son cheval  
en t'appelant sa Mélusine  
Tu sais bien que les ingénues qui croient  
aux contes pour enfants  
Se retrouvent rapidement en esclavage  
dans leur cuisine

Tu sais que je ne te vois pas comme  
une succube béante et moite,  
Et que je dégueule avec toi la fausse  
morale des vrais frustrés  
Dont les boueuses obsessions  
grillagent la vision étroite,  
Les yeux murés par le complexe  
de leur sexe sinistré

Tu ne me plais pas sainte et salope,  
obéissante et résignée,  
Comme dans ces torchons pour pétasses  
où l'on dresse des marionnettes  
Le désir dans mon regard croît  
quand tu déchires les filets  
Qui emprisonnent lâchement  
toutes tes sœurs sur la planète

Je sais que c'est toi qui décides  
de la façon de résister  
A ceux qui érigent les bûchers  
de l'inquisition génitale  
Mais tu sais que contre ces cons  
je serai toujours à tes côtés  
Parce que tes ailes déployées  
sont pour moi un besoin vital

## Macho Féministe

Extrait de l'album « les Chiens mangent les chiens »

Paroles : Fred Alpi  
Musique : Fred Alpi, JAP, Julien Terzics